



Recueil
"Objectif Afrique"
Burkina Faso - Niger

2ème trimestre 2018

Table des matières

Objectif Afrique n°115 – 06 avril 2018	6
• La construction de la boucle ferroviaire Niamey-Cotonou serait finalement confiée à la Chine	6
• Tenue d'un forum d'échanges entre les autorités portuaires ghanéennes et les opérateurs économiques nigériens.....	6
• Burkina Faso: 30 MEUR de projets socio-économiques financés par la France	6
• Burkina Faso : l'émission de l'emprunt obligataire TPBF 6,50% 2017-2024 de 75 Mds FCFA reprend.....	6
• L'Algérie devient exportateur de ciment au Niger	6
• Burkina Faso : Le total bilan de Coris Bank dépasse les 1.000 Mds FCFA en 2018.....	7
• Niger : La BSIC inaugure un nouveau siège à Niamey.....	7
• Burkina Faso : Un nouveau directeur général à L'ONEA	7
• Burkina Faso : Recensement de la population en 2018	7
Objectif Afrique n°116 – 13 avril 2018	7
• Burkina/Mali/RCI : Discussions pour la création d'une zone économique spéciale	7
• Niger : Inauguration de l'échangeur Hamani Diori à Niamey	7
• Niger : Inauguration de la route Baleyara-Loga.....	8
• Burkina Faso : Lancement officiel de la "campagne mangue"	8
• Niger : Exploitation du bloc pétrolier d'Agadem Phase 2.....	8
• Niger : Construction d'un oléoduc pétrolier vers le Cameroun via le Tchad fin 2018.....	8
• Burkina Faso : un nouveau consultant pilotera les travaux de l'aéroport de Donsin.....	8
• Burkina Faso : Les sites de vente en ligne commencent à se développer	9
Objectif Afrique n°117 – 20 avril 2018	9
• Burkina Faso : Le Premier ministre fait le point sur le PNDES dans son discours sur l'état de la Nation	9
• Burkina Faso : Passage en revue des chantiers en cours avec la Côte d'Ivoire	9
• Niger : Restitution encourageante de la mission du FMI à Niamey	9
• La Banque Mondiale approuve un nouveau Cadre de partenariat avec le Niger	9
• L'UE débloque 18,3 Mds FCFA (28 MEUR) pour développer le «made in Burkina»	10
• Niger : Inauguration de la route bitumée Zinder-Magaria frontière du Nigéria	10
• Burkina Faso : le bras de fer se poursuit dans le dossier de la mine de Tambao	10
• Burkina Faso : Vers l'opérationnalisation de la Caisse des dépôts en 2018	10
• Burkina Faso : Le président Kaboré en visite en Arabie Saoudite	10
Objectif Afrique n°118 – 27 avril 2018	11
• Burkina Faso : les autorités se préparent à procéder à la revue du Plan intégré d'appui à la sécurité nucléaire.....	11
• L'AFD finance un projet d'accès à l'électricité dans les zones Nord et du Sahel.....	11
• Burkina Faso : Près de 5 milliards FCFA pour lancer le Compact II.....	11
• Le Niger lance un vaste projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable à Niamey.....	11
• Hôtel Royal Continental bénéficiera d'exonérations fiscales pour la construction d'un hôtel 5 étoiles à Niamey	12
• Burkina Faso ; le gouvernement doit faire face à une grave crise alimentaire.....	12
• Le Burkina Faso annonce un soutien de 14,6 milliards FCFA à sa filière coton.....	12
• Burkina Faso : l'activité minière a rapporté 343,5 MEUR à l'État en 2017	12
• Burkina Faso : Une stratégie nationale pour le développement des TICS	12

• Niger Telecoms lance officiellement ses activités commerciales	13
• Burkina Faso : Maroc Télécom renforce sa participation dans l'opérateur historique national pour un montant de 41,3 MEUR.....	13
• Burkina Faso : célébration de la fête nationale 2018 à Manga.....	13
Objectif Afrique n°119 – 04 mai 2018	13
• Liberté de la presse : le Burkina 5ème et le Niger 11ème au classement africain	13
• Le Niger lève 22 milliards FCFA sur 20 milliards sollicités	13
• Coopération judiciaire : la France et le Burkina Faso signent des conventions d'extradition et d'entraide judiciaire.....	14
• Burkina Faso : le SNU va apporter 457 MEUR pour soutenir le PNDES.....	14
• Le Burkina Faso perd sa 1ère place de producteur de coton en Afrique	14
• Burkina Faso : Reprise planifiée de la construction de la SFTL par un groupe indien .	14
• Niger : Savannah Petroleum annonce la découverte d'un important gisement pétrolier .	14
• La Sonatrach réalise son premier forage pétrolier au Niger.....	14
• Niger : La 1ère licence 4G attribuée à Celtel Niger, filiale de l'indien Bharti Airtel	15
• Burkina Faso : Forum Pharmaceutique International 2018 à Ouagadougou	15
Objectif Afrique n°120 – 11 mai 2018	15
• Niger : double émission de bons assimilables du Trésor.....	15
• Burkina Faso : L'agence pour la promotion des investissements "relookée"	15
• Niger : la ratification de la ZLEC validée en Conseil des ministres	15
• Burkina Faso : L'OPEP cofinance un projet de l'Université de Koudougou.....	16
• Burkina Faso : Résultats définitifs de la campagne agropastorale 2017/2018.....	16
• Niger : projet d'installation de pompes solaires pour les régions de Tahoua et Agadez .	16
• Burkina Faso : +3% de chiffre d'affaires pour l'ONATEL en 2017.....	16
• Burkina Faso : Un nouveau DG pour la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso	16
Objectif Afrique n°121 – 18 mai 2018	17
• Burkina Faso : lancement d'une ZES avec le Mali et la Cote d'Ivoire	17
• Le Togo conforte sa position dominante de corridor maritime du Burkina Faso.....	17
• Burkina Faso : point d'étape du FMI le 2 mai 2018 à Ouagadougou.....	17
• Burkina Faso : accord avec le fournisseur internet satellitaire SES Networks	17
• Niger : accords de financement de la BOAD pour 63 millions d'euros	17
• Niger : la centrale photovoltaïque d'Agadez et le barrage de Kandadji intéressent fortement les Chinois	18
• Burkina Faso : le groupe bancaire burkinabé Coris Bank en croissance.....	18
• Niger : le Premier ministre Brigi Rafini à Pékin les 7 et 8 mai 2018.....	18
Objectif Afrique n°122 – 25 mai 2018	18
• Burkina Faso : situation du budget de l'État exercice 2018, au 31 mars 2018.....	18
• Burkina Faso : L'État à la recherche de 75 Mds FCFA (114,3 MEUR) sur le marché financier régional de l'UEMOA	18
• Niger : Le gouvernement cherche 40 mds FCFA sur le marché financier régional	18
• Burkina Faso : La DGI présente des chiffres encourageants en avril 2018.....	19
• Burkina Faso : Des mesures pour améliorer la collecte des taxes douanières.....	19
• Le Burkina Faso rompt ses relations diplomatiques avec Taïwan	19
• Burkina Faso : La BM octroie 20 MUSD pour favoriser l'accès à internet	19
• L'UE alloue un montant additionnel de 90 MEUR au Niger au titre du 11ème FED.....	19
• Niger : le Conseil des ministres adopte le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt de 20 MUSD par la BADEA.....	20
• Burkina Faso : Une "assurance récolte" pour les cotonculteurs de la SOFITEX	20

• Burkina : Le gouvernement reçoit l'autorisation pour réattribuer la mine de Tambao...	20
• Burkina Faso : Lancement des activités de l'ANEEMAS pour encadrer l'orpaillage	20
• Niger : la microcentrale électrique du village de Gabawouri réalisée à 70%.....	20
• Burkina Faso : Maroc Telecom renforce sa présence dans le "mobile money"	21
• Niger : la société turque SUMMA investira 101 milliards FCFA pour la rénovation de l'aéroport de Niamey	21
• Niger : lancement des travaux d'aménagement et de bitumage de la voie express reliant l'aéroport international Diori Hamani au centre-ville de Niamey	21
Objectif Afrique n°123 – 01 juin 2018	21
• Interconnexion des administrations douanières du Burkina Faso et du Togo	21
• Plusieurs bailleurs s'engagent pour le développement du lac Tchad	21
• Burkina Faso : Les relations diplomatiques officiellement rétablies avec la Chine.....	22
• Burkina Faso : Le contrat de la COTECNA prendra fin le 28 août 2018.....	22
• Le Niger crée une Agence de promotion des investissements et des projets stratégiques	22
• Le Niger "toilette" sa législation sur les PPP	22
• Burkina : Le BUMIGEB a 40 ans !	22
• Niger : Vital Metals découvre un gisement d'or sur le site aurifère de Bouli	23
• Burkina Faso : Un nouveau directeur à l'AFP/PME	23
• EUCAP Sahel Niger : le nouveau chef de mission est arrivé à Niamey.....	23
Objectif Afrique n°124 – 08 juin 2018	23
• Niger : Le FMI achève la 2ème revue de l'accord en faveur du Niger au titre de la FEC et approuve un décaissement de 20 MUSD.....	23
• Burkina : 40 milliards FCFA de la BOAD pour des projets de développement	23
• Burkina Faso : 100 milliards FCFA pour l'entretien des routes.....	24
• Burkina Faso : Un nouveau venu dans l'industrie des boissons gazeuses	24
• Burkina : L'ANEREE signe une convention avec World Water and Solar Technologies. 24	
• Niger : La China Gezhouba Group décroche le contrat de réalisation des travaux de génie civil, équipements du barrage hydroélectrique de Kandadji	24
• Burkina : le secteur bancaire burkinabé s'agrandit	24
• Burkina Faso : Suppression effective de la peine de mort	25
• Niger/France : La signature de plusieurs accords de coopération au menu de la visite officielle du Président nigérien en France le 4 juin.....	25
• L'aide allouée au Niger par le Luxembourg sera de 21,9 milliards FCFA en 2018	25
• Niger : Visite du ministre d'Etat nigérien en Arabie Saoudite.....	25
• L'Allemagne accorde un financement de 3,5 MEUR au Niger pour équiper le génie militaire d'Agadez	25
Objectif Afrique n°125 – 15 juin 2018	26
• La place du Niger dans le rapport annuel de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde 2017	26
• Burkina Faso : Des accords pour matérialiser le lancement du CHU de Bassinko	26
• Burkina : Un premier PPP se concrétise dans les infrastructures routières	26
• Burkina Faso : Ouagadougou renforce son réseau de bus pour 200 MEUR	26
• Burkina Faso : Le MCC s'engage pour l'amélioration de l'accès à l'électricité	26
• Burkina Faso : Des réserves d'or plus importantes que prévues pour lamgold.....	27
• Burkina Faso : Electrification rurale dans la boucle du Mouhoun.....	27
• Burkina Faso : Une nouvelle directrice à la CAMEG	27
• Le Niger envoie une mission économique aux Pays-Bas.....	27

Objectif Afrique n°126 – 22 juin 2018	27
• Niger : Première rectification de la loi de finances 2018	27
• Niger : Adoption de la Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle	28
• Burkina Faso : Conférence sur le système de rémunération des agents publics	28
• Burkina : Lancement d'une institution pour accompagner les entreprises vers le formel	28
• Burkina/Maroc : nouvel accord dans le domaine des énergies renouvelables	28
• Le Niger projette de quintupler sa production de pétrole d'ici 2021	28
• Burkina Faso : 4 cabinets français retenus pour la "Ville nouvelle Yennenga"	29
• Niger : Remaniement technique du gouvernement	29
• Niger : Visite de travail du Président de la République à Rome	29
Objectif Afrique n°127 – 29 juin 2018	29
• Burkina Faso : Conférence internationale sur le bilan à mi-parcours du PNDES	29
• Niger : Création d'une Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste	29
• Le Niger prévoit l'exonération des produits miniers destinés à l'exportation	30
• Burkina Faso : Une fondation locale veut créer 250.000 emplois en cinq ans	30
• Burkina : Les principaux clients pour l'or burkinaké	30
• Burkina : Actualités dans le secteur minier	30
• Niger : Le gouvernement octroie deux permis de recherche d'or et substances connexes à la société Gold Mayonant Production	30

Objectif Afrique n°115 – 06 avril 2018

- **La construction de la boucle ferroviaire Niamey-Cotonou serait finalement confiée à la Chine**

La boucle ferroviaire reliant Niamey (Niger) à Cotonou (Bénin) devrait finalement être construite par la China Railway Construction Corporation (CRCC). Le groupe béninois Petrolin, appartenant à l'homme d'affaires Samuel Dossou, qui avait remporté, au détriment de Bolloré Africa Logistics, le bras de fer juridique pour l'exécution de cette boucle, serait ainsi écarté. La construction du chemin de fer Niamey-Dosso-Parakou-Cotonou, long de 648 km, est estimée à plus de 4 milliards USD. Démarré en 2013, le projet avait été aussitôt arrêté compte tenu des démêlés judiciaires entre Bolloré Africa Logistics et Petrolin qui se disputaient la paternité de la réalisation du projet. Pour favoriser la reprise du projet, le Président béninois aurait obtenu le soutien de son homologue nigérien et aurait promis à Petrolin, en compensation, la construction du port en eau profonde de Sèmè-Podji (situé entre Cotonou et Porto Novo), en plus du remboursement (tout comme à Bolloré) de tous les investissements consentis dans le projet de la boucle ferroviaire.

- **Tenue d'un forum d'échanges entre les autorités portuaires ghanéennes et les opérateurs économiques nigériens**

Un forum d'échanges s'est tenu le 29 mars entre les opérateurs économiques nigériens et les autorités des ports du Ghana en visite de travail à Niamey. L'objectif était d'échanger sur les modes de collaboration et de permettre aux chargeurs et transporteurs routiers nigériens d'exprimer leurs préoccupations en ce qui concerne l'utilisation des ports du Ghana. Il a été rappelé par le Directeur général des ports du Ghana que des réformes ont été opérées pour faciliter le transit des marchandises. Enfin, outre l'agrandissement du port de Tema, un troisième port est actuellement en construction au Ghana.

- **Burkina Faso: 30 MEUR de projets socio-économiques financés par la France**

La France va financer la réalisation de trois projets socio-économiques dans le pays pour un montant de 30 MEUR. Il s'agit du projet de sécurité alimentaire dans l'Est du Burkina Faso (PSAE) de 13 MEUR additionnel à un premier financement de 34 MEUR, d'un projet d'appui aux communes de l'Ouest du Burkina Faso (PACOF) sur 15 communes de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins pour un montant additionnel de 2 MEUR à un premier financement de 8 MEUR et enfin d'un projet d'appui à l'agriculture contractuelle et transition écologique (PACTE) de 15 MEUR. Deux tiers du montant alloué seront décaissés au titre de subventions et le tiers restant sous forme de prêt concessionnel.

- **Burkina Faso : l'émission de l'emprunt obligataire TPBF 6,50% 2017-2024 de 75 Mds FCFA reprend**

Du 13 au 27 décembre 2017, le gouvernement burkinabè avait émis sur le marché financier régional de l'UEMOA un emprunt obligataire dénommé TPBF 6,50% 2017-2024, d'un montant de 75 Mds FCFA (114,3 MEUR) sur lesquels 61,9 Mds FCFA (94,4 MEUR) ont trouvé preneur. Afin de financer les projets du PNDES, l'État a ré-ouvert l'achat de titres par l'intermédiaire d'une cotation sur le marché de la bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Le groupe Société Générale, via Sogebourse, a été mandaté comme chef de file chargé de la mise en oeuvre de l'opération et a participé à plus de 50% du montant total de cette émission budgétaire. La valeur unitaire des titres est de 10.000 FCFA, avec un taux d'intérêt de 6,5% par an, et une maturité de 7 ans avec un paiement différé de 2 ans.

- **L'Algérie devient exportateur de ciment au Niger**

Dans un communiqué publié le 27 février, le ministère algérien de l'Industrie et des Mines indique qu'environ 950 tonnes de ciment gris ont été convoyées par voie terrestre vers le Niger. Il s'agit de la première opération d'exportation de ciment de l'Algérie et c'est le groupe privé El-Hamel, dont les opérations d'exportation ont démarré en décembre 2017, qui a réalisé cette opération. Le Niger est en effet un pays importateur de ciment : depuis les années 2000, le

marché connaît une croissance annuelle moyenne de plus de 10% alors que la production nationale ne couvre que 20% des besoins. Afin de pallier cette demande croissante, le Niger est en train de construire la nouvelle cimenterie de Garadawa qui produira autour de 950.000 tonnes par an.

- **Burkina Faso : Le total bilan de Coris Bank dépasse les 1.000 Mds FCFA en 2018**

Au terme de l'exercice 2017, la banque d'origine burkinabè Coris Bank International engrange 19,6 milliards FCFA (30 MEUR) de bénéfice net, soit une progression de 19% entre 2016 et 2017. Ces performances sont le fruit de l'activité organique de la banque, à l'instar de l'encours crédit qui a bondi de 31% à 542 Mds FCFA (826 MEUR). Quant aux dépôts, indicateurs de la confiance du marché, ils se sont établis à 620,5 Mds FCFA (946 MEUR) en 2017 contre 419,6 Mds FCFA en 2016, soit une hausse de 48%. La banque présidée par l'homme d'affaires burkinabè Idrissa Nassa a vu son total bilan franchir la barre symbolique des 1.000 Mds FCFA à 1.132 Mds FCFA (1.725 MEUR) contre 885 Mds FCFA (1.350 MEUR) en 2017.

- **Niger : La BSIC inaugure un nouveau siège à Niamey**

La Banque sahélo-saharienne pour l'investissement et le commerce (BSIC) au Niger a inauguré un nouveau siège à Niamey, en présence du président nigérien Mahamadou Issoufou. Créée en avril 1999 pour financer les investissements et promouvoir le commerce dans la communauté sahélo-saharienne, la BSIC Niger compte parmi les 12 banques présentes au Niger. Cette banque communautaire des États du Sahel est détenue à 100% par un actionariat public et comporte 14 pays membres. Le Président nigérien a, par ailleurs, appelé toutes les banques à s'implanter davantage à l'intérieur du pays pour améliorer le taux de bancarisation qui reste très faible au Niger (4%).

- **Burkina Faso : Un nouveau directeur général à L'ONEA**

Lors du Conseil des ministres du Burkina Faso du 28 mars 2018, M. Gandaogo Frédéric François Kaboré a été nommé Directeur général de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA), remplaçant ainsi M. Arba Jules Ouedraogo

- **Burkina Faso : Recensement de la population en 2018**

Le Secrétaire général du ministère burkinabè de l'Economie, des Finances et du Développement, M. Seglaro Abel Somé, a annoncé le 27 mars 2018 que le recensement général de la population et de l'habitation envisagé depuis 2016 sera finalement réalisé cette année 2018. En rappel, le dernier recensement général de la population et de l'habitation date de 2006.

Objectif Afrique n°116 – 13 avril 2018

- **Burkina/Mali/RCI : Discussions pour la création d'une zone économique spéciale**

Le Premier ministre du Mali s'est rendu à Ouagadougou le 3 avril 2018 afin d'échanger avec son homologue burkinabè sur les questions de coopération bilatérale, sous-régionale et sécuritaire entre les deux pays. Outre les sujets militaires, le chef du gouvernement malien a insisté sur le besoin de développer des stratégies transfrontalières au niveau des appareils étatiques, administratifs, mais également économiques. En appelant à la création d'une zone économique spéciale entre trois villes majeures de la sous-région, à savoir Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), Sikasso (Mali) et Bouaké (Cote d'Ivoire), le ministre espère favoriser le développement et le dynamisme économique de la région et endiguer ainsi l'importante crise sécuritaire à laquelle font face le Mali et le Burkina.

- **Niger : Inauguration de l'échangeur Hamani Diori à Niamey**

Le Président nigérien a inauguré le 3 avril 2018 à Niamey, l'échangeur à trois niveaux Hamani Diori, du nom du premier Président de la République du Niger, d'un coût de 42,586 milliards FCFA (65 MEUR) financé par l'État du Niger, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Bank of Africa, filiale de la banque commerciale marocaine BMCE.

L'infrastructure comporte un tunnel de 126 mètres de longueur et deux ponts et est aussi dotée de 4 passerelles pour piétons avec des parkings aménagés. Lancés le 26 juin 2015 pour une durée de 27 mois, les travaux de construction de ce 3^{ème} échangeur ont été exécutés par l'entreprise française Sogea-Satom. ISC (Vinci Construction France), Freyssinet, Terre Armée (filiales de Soletanche Freyssinet) et LSE (Vinci Construction International Network) ont également participé à ce projet.

- **Niger : Inauguration de la route Baleyara-Loga**

Le Président de la République du Niger a procédé, le 5 avril à Tabla, dans la commune rurale de Tagazar, département de Baleyara, situé à une centaine de kilomètres au nord-est de Niamey, à l'inauguration de la route Baleyara-Loga. Longue de 40km, la réhabilitation de cette route a été entièrement financée par l'État nigérien à travers le budget d'investissement pour un coût global de 14,229 milliards FCFA (21,7 MEUR). Les travaux ont été exécutés par l'entreprise chinoise China First Highway Engineering Company (CFHEC) dans un délai contractuel de 20 mois.

- **Burkina Faso : Lancement officiel de la "campagne mangue"**

Le lancement de la campagne mangue a eu lieu le 30 mars 2018 à Bobo-Dioulasso sous le parrainage du Directeur général des productions végétales (DGPV) du ministère burkinabè de l'Agriculture. Ce dernier a rappelé que la filière mangue génère près de 15 Mds FCFA (22,8 MEUR) avec une production annuelle estimée à 300.000 tonnes de mangues fraîches. Côté transformation, le pays compte 76 unités de séchage avec une production moyenne de 2.000 tonnes de mangues séchées par an et une unité industrielle de jus et de purée de fruits (DAFANI) installée à Orodara, dans le sud-ouest du pays. L'Union européenne est la principale destination de la mangue du Burkina Faso où l'on recense 5 centres de conditionnement de mangues pour l'export.

- **Niger : Exploitation du bloc pétrolier d'Agadem Phase 2**

Pour augmenter sa production de pétrole, qui n'est actuellement que de 20.000 barils/jour, le ministère nigérien du Pétrole a signé le 6 avril, l'accord d'exploitation d'un second puits pétrolier avec la China National Petroleum Corporation (CNPC), dans l'Agadem (sud-est nigérien), où cette société extrait le pétrole depuis 2011. L'objectif est de passer de 20.000 barils/jour à 80.000 barils/jour exportés. Outre des investissements sociaux, le Niger aurait également obtenu la construction de locaux au profit du ministère du Pétrole dans certaines régions du pays; la construction de laboratoires de contrôle et d'analyse des produits pétroliers; la mise en exploitation des gisements dans les meilleurs délais et la poursuite de la construction de la route Diffa-N'Guigmi-frontière Tchad.

- **Niger : Construction d'un oléoduc pétrolier vers le Cameroun via le Tchad fin 2018**

Le Niger devrait lancer d'ici fin 2018 les travaux de construction d'un oléoduc pour évacuer vers le Cameroun, via le Tchad, son pétrole brut destiné à l'exportation. L'oléoduc, initialement prévu en 2013 et long de plusieurs centaines de kilomètres, permettra d'évacuer le pétrole brut nigérien au Tchad voisin, puis de l'acheminer jusqu'au port camerounais de Kribi. 2,5 milliards USD seront investis dans les nouvelles infrastructures de surface et 1 à 2 milliards USD dans l'oléoduc. L'or noir est jusqu'ici acheminé par des pipelines jusqu'à Zinder (centre-sud nigérien), où il est raffiné.

- **Burkina Faso : un nouveau consultant pilotera les travaux de l'aéroport de Donsin**

Par décision du conseil de ministres du 4 avril 2018, un nouveau bureau spécialisé pour l'ordonnancement et la coordination des travaux de construction du futur aéroport de Donsin et de ses voies d'accès a été recruté, après constatation de la défaillance du groupement COSIME INC/AGEIM qui avait remporté le marché en octobre 2016. Le nouvel attributaire du marché est le groupement SAFECE-ECG-Groupe ZENITH, initialement classé 2^{ème}, pour un montant de 4,972 milliards FCFA (7,6 MEUR).

- **Burkina Faso : Les sites de vente en ligne commencent à se développer**

Le lancement le 28 mars 2018 à Ouagadougou de la plateforme de vente en ligne Rigo Faso (spécialisé dans les produits locaux) vient enrichir le catalogue du e-commerce national (Burkina Yar, Digiyaar, Kabébafi, Iyaar...). Malgré le manque d'intérêt des autorités et l'absence d'une législation adaptée, plusieurs entreprises locales cherchent à développer des outils pour s'accommoder des contraintes du marché Burkinabè. En revanche, l'un des principaux freins au développement du e-commerce - à savoir le manque de diffusion des cartes de crédit dans les classes moyennes/pauvres - est désormais compensé par le "Mobile Money" qui est un porte-monnaie électronique proposé par les opérateurs de télécoms.

Objectif Afrique n°117 – 20 avril 2018

- **Burkina Faso : Le Premier ministre fait le point sur le PNDES dans son discours sur l'état de la Nation**

Dans son discours devant le Parlement du 12 avril 2018, le chef du gouvernement s'est félicité que le Burkina soit de nouveau "en marche", ajoutant que l'opérationnalisation du PNDES devrait encore amplifier le taux de croissance sur la période 2018-2020 qu'il situe à 6,7% en 2017 (6,4% selon le FMI). Paul Kaba Thiéba est également revenu sur le besoin de stabiliser la région sahélienne par le développement et compte sur le Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) qui injectera 445 Mds FCFA (678 MEUR) sur 4 ans. Outre les questions sécuritaires, il a abordé le sujet du front social en exprimant son inquiétude concernant la soutenabilité de la courbe de progression des salaires, les dépenses en personnel ayant augmenté de 332 Mds FCFA (506 MEUR) en 2012 à 618 Mds FCFA (942 MEUR) en 2017, soit une hausse de près de 86% en seulement 5 ans.

- **Burkina Faso : Passage en revue des chantiers en cours avec la Côte d'Ivoire**

La 2ème réunion du comité conjoint de suivi et d'évaluation des décisions et recommandations du Traité d'amitié et de coopération (TAC) entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso s'est tenue à Abidjan du 8 au 11 avril 2018. Les deux gouvernements y auraient convenu d'achever les travaux de construction de la ligne électrique Laboa-Boundiali-Ferké au 2ème trimestre 2018, concrétisant ainsi les 90 MW annoncés en 2017. Les ministres ont salué le bouclage du financement du tronçon de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké et le démarrage depuis octobre 2017 des travaux de la section Yamoussoukro-Tiébissou longue de 36,5 km. Il a également été question de la création d'un fonds de l'amitié ivoiro-burkinabè en faveur de l'Insertion des Jeunes (FACIBIJ). Le prochain Sommet du TAC est prévu à Yamoussoukro en juillet 2018.

- **Niger : Restitution encourageante de la mission du FMI à Niamey**

Une mission du FMI a séjourné à Niamey du 28 mars au 10 avril 2018 afin de mener des discussions sur la 2^{ème} revue du programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC). L'activité économique a progressé de 4,9% en 2017, avec une croissance de 5,2% attendue pour 2018. Le Fonds salue la réduction du déficit budgétaire, ainsi que le respect des objectifs concernant le financement intérieur et la réduction des arriérés de paiement, mais déplore que les recettes budgétaires aient été inférieures aux niveaux attendus. En revanche, grâce à la bonne performance des recettes budgétaires au 1^{er} trimestre 2018, le solde budgétaire devrait atteindre 4% du PIB cette année, plaçant le pays sur la voie de l'atteinte du critère de convergence de l'UEMOA (3% du PIB) d'ici 2021. Cet objectif est cependant conditionné au renforcement systématique des administrations fiscales et douanières. Le FMI cite, parmi les chantiers à venir pour le pays, un meilleur contrôle des dépenses et de l'endettement public, ainsi qu'un approfondissement du secteur financier.

- **La Banque Mondiale approuve un nouveau Cadre de partenariat avec le Niger**

La Banque mondiale a approuvé le 10 avril 2018 son nouveau Cadre de partenariat avec le Niger pour la période 2018-2022. Il aidera le Niger à augmenter progressivement la productivité et les revenus en milieu rural, à valoriser le capital humain, à promouvoir une

meilleure protection sociale et gouvernance au profit des emplois, de la prestation de services et de la croissance. S'agissant du secteur privé, la Société financière internationale (SFI), filiale Groupe BM dédiée au développement du secteur privé, envisage d'augmenter ses activités au Niger ; elle continuera de se concentrer sur la promotion des micro, petites et moyennes entreprises, l'agro-industrie et le développement des infrastructures par le biais de partenariats public-privé. Pour sa part, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), l'institution membre du Groupe BM chargée de promouvoir l'investissement étranger direct, s'attachera à attirer le secteur privé étranger au Niger.

- **L'UE débloque 18,3 Mds FCFA (28 MEUR) pour développer le «made in Burkina»**

L'Ambassadeur de la délégation de l'Union Européenne, Jean Lamy, et la Ministre de l'Economie, des Finances et du développement, Rosine Coulibaly, ont signé le 13 avril 2018 une convention de financement d'un montant de 18,3 Mds FCFA (28 MEUR) en faveur de la transformation des produits locaux burkinabè. Ce don - qui vient soutenir le volet VAFA (valeur ajoutée des filières agricoles) du PNDES (Plan national de développement économique et social) - vise à accroître, diversifier et améliorer la qualité de l'offre des produits agro-sylvo-pastoraux. La modernisation des moyens de production, de conservation et de transformation est un défi majeur pour le Burkina Faso dont 80% de la population active dépend du secteur agricole.

- **Niger : Inauguration de la route bitumée Zinder-Magaria frontière du Nigeria**

La route reliant Zinder-Bandé-Magaria et la frontière du Nigeria, longue de 116 km, a été inaugurée le 10 avril 2018 par le Président de la République Issoufou Mahamadou. Les travaux qui ont duré plus de 3 ans ont entièrement été financé par l'Union européenne dans le cadre du 10^{ème} FED pour une enveloppe globale de 11,414 milliards de FCFA (17,4 MEUR) et ont été exécutés par le groupement d'entreprises tunisiennes SOBMTI et SOBATRAP. La réhabilitation de cette route contribuera à réduire le temps de parcours et à favoriser le développement économique du Niger.

- **Burkina Faso : le bras de fer se poursuit dans le dossier de la mine de Tambao**

Le litige sur l'exploitation minière de Tambao qui oppose Timis Mining Corp à l'État burkinabè devant la Chambre de Commerce Internationale pour un montant de 4 Mds EUR connaît de nouveaux rebondissements sur la scène nationale. Le 9 avril 2018, l'avocat de la société minière, Paul Kéré, adressait une lettre ouverte au Président Kaboré en le sommant de prendre une "décision réparatrice" sous peine de porter la responsabilité historique d'une condamnation pesant pour près de 2 fois le budget de l'État. Le 11 avril 2018, le ministre des mines Oumarou Adani annonce à la télévision nationale que l'accord de 1 Md EUR qui liait l'État à la société de l'homme d'affaires Franck Timis serait rompu dès le mois de mai avec un préavis d'exécution de 90 jours. Le Burkina Faso poursuit ses recherches pour trouver un nouvel investisseur...

- **Burkina Faso : Vers l'opérationnalisation de la Caisse des dépôts en 2018**

A l'occasion de son discours sur l'état de la nation du 12 avril 2018, le Premier ministre burkinabè Paul Kaba Thiéba a annoncé que l'opérationnalisation de la Caisse des dépôts et des consignations du Burkina Faso (CDC-BF) est attendue "pour la fin du premier semestre de 2018". La loi portant création et celle régissant les dépôts et consignations ont déjà été adoptées et promulguées en 2017. Dotée de 20 milliards FCFA (30,5 MEUR), la CDC-BF est attendue pour participer à résoudre la question du financement du secteur privé, qui constitue l'une des contraintes majeures de ce secteur. La mise en œuvre effective de la CDC-BF est en cours avec l'accompagnement du Groupe Caisse des Dépôts de la France.

- **Burkina Faso : Le président Kaboré en visite en Arabie Saoudite**

Sur invitation des autorités saoudiennes, le Président du Faso, Roch Marc Christian KABORE a pris part le 16 avril 2018 à Dammam en Arabie Saoudite, à la clôture d'exercices militaires dénommés « bouclier commun du Golfe ». Cette visite visait à affiner les liens de coopération militaire entre les deux pays ainsi que d'autres domaines de coopération au développement.

Objectif Afrique n°118 – 27 avril 2018

- **Burkina Faso : les autorités se préparent à procéder à la revue du Plan intégré d'appui à la sécurité nucléaire.**

Une délégation d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est rendue au Burkina Faso pour préparer la revue du Plan d'appui à la sécurité nucléaire qui vise à empêcher l'enlèvement non autorisé, le vol ou le sabotage de ces différents types de matières qui peuvent porter préjudice aussi bien à l'environnement, aux populations qu'à leurs biens.. Cette mission intervient après l'annonce par la police burkinabè du cambriolage d'un magasin de l'Agence nationale de la radioprotection et de sûreté nucléaire où une jauge radioactive a été dérobée. Le Burkina et l'AIEA entretiennent depuis quelques années une relation dans le cadre de la lutte contre les menaces biologiques (la mouche tsé-tsé notamment).

- **L'AFD finance un projet d'accès à l'électricité dans les zones Nord et du Sahel**

Afin d'accélérer le raccordement des populations, l'AFD vient d'accorder une subvention de 1,968 Md FCFA (3 MEUR) à la Société nationale d'électricité du Burkina Faso (SONABEL) pour réaliser des branchements à coûts fortement subventionnés. La convention portant sur le projet de branchements promotionnels dans les zones Nord et du Sahel a été signée le 19 avril 2018. Au total, 27.000 ménages et micro-entreprises seront raccordés au réseau électrique dans une douzaine de localités. L'appui de l'AFD se poursuit avec deux autres projets en cours de préparation, la Dorsale Nord, grand projet d'interconnexion électrique entre le Nigéria, le Niger et le Burkina Faso, et le programme de développement de l'énergie solaire "Yeelen" (centrales scolaires, stockage, mini-grid en zone rurale), développé avec la BAD et l'UE, dont les premières réalisations sont attendues en 2019 et 2020.

- **Burkina Faso : Près de 5 milliards FCFA pour lancer le Compact II**

Dans le cadre de la formulation du programme de coopération américain Compact II, la ministre burkinabè déléguée au Budget et la vice-présidente du Millenium Challenge Corporation (MCC) ont procédé le 20 avril 2018 à Washington, à la signature du Compact Development Funding Agreement. Cet accord de subvention d'un montant de 8.825.000 USD, soit environ 4.853.750.000 FCFA, est un appui du gouvernement américain pour la formulation du Compact II, notamment la réalisation des études de faisabilité des projets retenus. En rappel, le gouvernement américain avait octroyé dans le même cadre en 2017, une autre subvention d'un montant de 750.000 USD, soit 412.500.000 FCFA. Cette cérémonie de signature a été également l'occasion pour les deux parties de réaffirmer leur volonté de travailler à la finalisation rapide du Compact en vue de sa mise en oeuvre diligente.

- **Le Niger lance un vaste projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable à Niamey**

Le Président nigérien a procédé le 18 avril au lancement des travaux de construction d'une nouvelle usine de traitement d'eau dans le cadre du projet Goudel IV de renforcement du système d'approvisionnement en eau potable de Niamey, financé par l'AFD, la BEI, FINEXPO, et les Pays-Bas pour un montant global de 74,46 MEUR. La capacité actuelle de production des installations de la capitale ne permet de couvrir qu'environ 80% des besoins des habitants. Ce projet permettra d'augmenter la capacité de production d'eau potable de 40.000 m³/j (+30%) et de réaliser 3 réservoirs de 2.000 m³ chacun. Il étendra le réseau d'adduction et de distribution (277 km de conduites) tout en subventionnant 17.700 branchements pour les populations vulnérables. Il permettra enfin de construire 180 bornes fontaines. L'enjeu majeur du projet est d'améliorer la qualité du service en eau potable d'un million de personnes déjà raccordées au réseau de Niamey tout en donnant accès au service à près de 200.000 personnes supplémentaires à l'horizon 2020.

- **Hôtel Royal Continental bénéficiera d'exonérations fiscales pour la construction d'un hôtel 5 étoiles à Niamey**

Le Conseil des ministres a adopté un projet de décret accordant le bénéfice des avantages des dispositions spéciales du Code des investissements à la société Hôtel Royal Continental (HRC). L'exonération concerne les travaux de construction, finition et équipement d'un hôtel cinq étoiles à Niamey. Conformément au Code des investissements, HRC bénéficiera d'une exonération totale des droits de douane et de la TVA pour les matériaux et équipements non disponibles sur le marché local, pendant la phase de construction. Pendant la période d'exploitation, elle bénéficiera d'une exemption sur l'impôt sur le bénéfice. La construction de cet hôtel entre dans le cadre des préparatifs du Niger pour abriter le sommet de l'Union africaine en juin 2019. La société dotée d'un capital de 2,5 milliards FCFA s'est engagée à investir plus de 19 milliards FCFA (± 29 MEUR) hors fonds de roulement et à créer 183 emplois.

- **Burkina Faso ; le gouvernement doit faire face à une grave crise alimentaire**

Pour pallier à un important déficit céréalier, les autorités burkinabè ont prévu l'acquisition de plus de 95.000 tonnes de céréales pour un coût total de 25 Mds FCFA (38,1 MEUR). Les stocks seront gérés par la Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire (SONAGESS) qui a multiplié le nombre des points de vente des céréales à prix social aux personnes les plus vulnérables. Le déficit céréalier actuel s'explique par une saison des pluies plus courte que d'habitude et entrecoupée de périodes de sécheresse, mais aussi par une invasion de chenilles légionnaires et d'oiseau granivores s'attaquant aux céréales.

- **Le Burkina Faso annonce un soutien de 14,6 milliards FCFA à sa filière coton**

Au terme d'un Conseil des ministres, la ministre burkinabè de l'Économie a annoncé que la filière coton au Burkina Faso bénéficiera d'un appui financier de 14,614 milliards FCFA (22,3 MEUR) de la part du gouvernement. Cette enveloppe devrait servir à restaurer la solvabilité des acteurs et à faciliter l'accès aux intrants pour le démarrage de la campagne 2018-2019. Cet appui exceptionnel du Gouvernement traduit l'importance stratégique du secteur du coton pour l'économie nationale et sa contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment en milieu rural. Ce coup de pouce financier intervient dans un contexte difficile pour le sous-secteur cotonnier qui a enregistré une chute de la production à 553.000 tonnes en 2017/2018 contre 683.000 tonnes en 2016/2017.

- **Burkina Faso : l'activité minière a rapporté 343,5 MEUR à l'État en 2017**

Les productions des 12 mines industrielles du Burkina Faso sont en nette hausse en 2017 avec 45.582 tonnes d'or contre 38.125 tonnes d'or en 2016 (+19,6%) et 179.474 tonnes de zinc contre 155.680 tonnes en 2016 (+15,3%). Les exploitations minières ont permis à l'État de récolter 226 Mds FCFA (343,5 MEUR) en 2017 contre 179 Mds FCFA (272 MEUR) sur l'exercice précédent, un montant qui représente désormais 11,2% du budget national (± 2.018 Mds FCFA, soit 3,1 Mds EUR). Le secteur minier emploierait directement 9.651 personnes et indirectement près de 26.000 (hôtellerie, restauration, logistique, etc...). La création d'un Ministère des mines autonome fin 2016 est un indicateur du poids grandissant du secteur minier sur l'économie nationale.

- **Burkina Faso : Une stratégie nationale pour le développement des TICS**

Le Conseil des ministres du 18 avril 2018 a validé la nouvelle stratégie nationale de développement de l'économie numérique du pays qui illustre concrètement la vision du gouvernement burkinabè. La nouvelle politique nationale de développement de l'économie numérique a pour ambition de donner un nouvel élan au numérique comme levier transversal et essentiel à la transformation structurelle de l'économie et de la société burkinabè. En 2015, le Burkina Faso était classé au 132^{ème} rang (sur 143 pays recensés) dans le classement international du Networked Readiness Index (NRI).

- **Niger Telecoms lance officiellement ses activités commerciales**

Née de la fusion de la société nigérienne des télécommunications (Sonitel) et de sa filiale Société sahélienne de Communication (Sahelcom), la nouvelle compagnie nigérienne des télécommunications Niger Telecoms a été lancée le 19 avril 2018 à Niamey. L'objectif est de mutualiser les ressources techniques, financières et sociales des deux sociétés afin d'assurer une gestion optimale et rationnelle des ressources et de rattraper le retard face aux autres opérateurs du pays, dont l'indien Bharti Airtel et le français Orange. Pour 2018, la société ambitionne de densifier et d'étendre son réseau mobile GSM sur toute l'étendue du territoire nigérien, en réussissant l'extension du «backbone» national en fibre optique et en construisant un «Data Center» sécurisé de grande capacité.

- **Burkina Faso : Maroc Télécom renforce sa participation dans l'opérateur historique national pour un montant de 41,3 MEUR**

L'État burkinabè a cédé 10% des actions de la société nationale de télécom Onatel au groupe Maroc Telecom pour un montant de 27,2 Mds FCFA (41,3 MEUR). Signé à Rabat au Maroc le 17 avril 2018, 3.400.000 actions ont été vendues au prix unitaire de 8.000 FCFA. L'acquisition qui s'est faite sur la bourse régionale des valeurs mobilières d'Abidjan a permis à Maroc Telecom de consolider son statut d'actionnaire majoritaire en portant ses parts à 61% du capital. Il s'agit de la 2^{ème} OPV de l'État burkinabè sur les actions Onatel, la privatisation entamée en 2006 avait permis à Maroc Telecom de devenir actionnaire majoritaire avec 51% des parts. En septembre 2017, le chiffre d'affaires d'Onatel est évalué à 120,7 Mds FCFA (184 MEUR).

- **Burkina Faso : célébration de la fête nationale 2018 à Manga**

Le Conseil des ministres du 18 avril 2018 a marqué son accord pour l'organisation de la commémoration du 58ème anniversaire de la fête de l'indépendance à Manga, chef-lieu de la région du Centre-Sud (à 120 km de la capitale), sous le thème "Bonne gouvernance et équité sociale pour une nation forte et prospère". Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD) avait procédé le 7 avril 2018, au nom du Premier ministre, au lancement officiel des travaux de réalisation des infrastructures sur place.

Objectif Afrique n°119 – 04 mai 2018

- **Liberté de la presse : le Burkina 5ème et le Niger 11ème au classement africain**

Reporters sans frontières a publié, le 25 avril 2018, le classement mondial de la liberté de presse au titre de l'année 2018. Dans ce classement annuel, le Burkina Faso a progressé d'un rang pour se hisser à la 41^{ème} place sur 180 pays recensés. Point notable, le Burkina est classé 5^{ème} pays africain derrière le Ghana, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Cap-Vert. Le Niger, au 11^{ème} rang africain, perd deux places au classement mondial et est classé 63^{ème} sur 180. Dans ce rapport, c'est la Norvège qui occupe la 1^{ère} place, et la Corée du Nord ferme la marche à la 180^{ème} place. A titre indicatif la France est 33^{ème}.

- **Le Niger lève 22 milliards FCFA sur 20 milliards sollicités**

La Direction générale du trésor et de la comptabilité publique du Niger a obtenu 22 milliards FCFA (33,5 MEUR) au niveau du marché financier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à l'issue de Sa dernière émission par adjudication de bons assimilables du trésor (BAT). L'émetteur qui recherchait 20 milliards FCFA (30,5 MEUR) s'est vu proposer par les investisseurs 35 milliards FCFA (53,4 MEUR). Le trésor a finalement décidé de ne retenir que 22 milliards FCFA (33,5 MEUR). La valeur nominale est d'un million de FCFA avec un taux d'intérêt multiple et les intérêts seront payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons. Cette émission vise à mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du Budget de l'État 2018.

- **Coopération judiciaire : la France et le Burkina Faso signent des conventions d'extradition et d'entraide judiciaire**

L'ambassadeur de France au Burkina Faso, Xavier Lapeyre de Cabanes, et le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René Bagoro, ont signé le 24 avril 2018 une convention d'extradition et une convention d'entraide judiciaire pénale entre la France et le Burkina Faso, deux éléments importants pour renouveler et moderniser les échanges dans le domaine judiciaire.

- **Burkina Faso : le SNU va apporter 457 MEUR pour soutenir le PNDES**

Le Burkina Faso et le Système des Nations unies (SNU) ont procédé le 27 avril 2018 à Ouagadougou à la signature du cadre de coopération 2018-2020. A travers ses 19 agences, ses programmes et fonds, l'organisation s'engage à apporter près de 300 milliards FCFA (±457 MEUR), en trois ans, pour soutenir la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020). Ces ressources doivent contribuer à atteindre quatre objectifs : renforcer l'efficacité des institutions, assurer l'accès équitable à la justice pour tous, promouvoir l'état de droit et favoriser l'agriculture durable en vue de l'éradication de la faim et de la malnutrition.

- **Le Burkina Faso perd sa 1ère place de producteur de coton en Afrique**

La campagne cotonnière 2017/2018 n'a pas été aussi bonne que l'espéraient les cotonculteurs burkinabè. Ainsi, avec 613.000 tonnes de coton graine, soit une baisse de 10% par rapport à la précédente campagne, le Burkina Faso perd sa 1^{ère} place sur le continent au profit du Mali. Selon les sociétés cotonnières du pays, des facteurs climatiques (notamment une pluviométrie irrégulière) sont à la base de cette chute de la production. L'une des rares satisfactions des sociétés cotonnières reste la qualité du coton produit. Pour la prochaine campagne, l'association interprofessionnelle du coton au Burkina prévoit une production nationale de coton graine à 836.000 tonnes, ce qui représenterait une très forte hausse de 36,4%.

- **Burkina Faso : Reprise planifiée de la construction de la SFTL par un groupe indien**

Sous la pression du ministre burkinabè du Commerce, le groupe indien Mohan Exports India doit reprendre la conception et la construction de l'usine de la Société de transformation des fruits et légumes (STFL) qui visait à produire 250 tonnes de tomates et 240 tonnes de mangue, en concentré, par jour. Ce projet - à l'arrêt suite à des erreurs de planification, de management et de gestion - retrouve un calendrier de mise en œuvre précis et les travaux devraient reprendre d'ici fin mai. Le coût initial du projet, chiffré à plus 8,1 Mds FCFA (12,3 MEUR), a été financé par la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) à travers les ressources de l'Exim Bank indienne à hauteur de 7,5 Mds FCFA (11,4 MEUR), et par le gouvernement burkinabè pour une contrepartie nationale de 528 MFCFA (800.000 EUR). La STFL a été créée le 6 mars 2009 et son capital social s'élève à 800 MFCFA (1,2 MEUR).

- **Niger : Savannah Petroleum annonce la découverte d'un important gisement pétrolier**

La société pétrolière britannique Savannah Petroleum vient d'annoncer la découverte d'un important gisement pétrolier dans le puits onshore Bushiya-1, situé sur la partie R3 du contrat de partage de production R3/R4, dans le bassin d'Agadem, au sud-est du Niger. Les travaux de forage qui ont démarré le 31 mars dernier ont permis d'atteindre une profondeur totale de 2.200 mètres. Les diagraphies filaires indiquent que les propriétés du réservoir dans les deux sections sont d'excellente qualité et les données de pression disponibles indiquent qu'il s'agit d'huile légère, comme prévu par les données d'avant forage.

- **La Sonatrach réalise son premier forage pétrolier au Niger**

La compagnie pétrolière algérienne Sonatrach a annoncé le 24 avril avoir foré son premier puits au Niger. Ce forage a été réalisé par le groupe chinois GWDC (Great Wall Drilling Co) pour le compte de SIPEX (Sonatrach International Petroleum Exploration and Production

Corp), la filiale internationale de Sonatrach. La SIPEX détient depuis 2005 un permis de prospection de recherche dans la zone Kafra au Niger, à une centaine de kilomètres de la frontière algérienne. En 2015, ce permis a été substitué par un accord de partage de production. Outre Sonatrach, la compagnie britannique Savannah Petroleum et le groupe chinois CNPC, parent de GWDC, sont également actifs dans le secteur pétrolier au Niger.

- **Niger : La 1ère licence 4G attribuée à Celtel Niger, filiale de l'indien Bharti Airtel**

Le Conseil des ministres du Niger du 23 avril a examiné et adopté le projet de décret accordant à Celtel Niger S.A, une Licence Mobile 4G, pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de télécommunications mobiles de 4^{ème} génération, ouverts au public en République du Niger. Dans ce cadre, le ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique a engagé la négociation directe comme méthode d'attribution de la licence 4G, en mettant en compétition les quatre opérateurs de téléphonie mobile, à savoir : Atlantique Telecom Niger SA, Celtel Niger SA, Orange Niger SA et Niger Telecom SA. A l'issue de cette procédure, Celtel Niger SA, filiale du groupe indien Bharti Airtel, a été déclarée adjudicataire provisoire de la licence 4G.

- **Burkina Faso : Forum Pharmaceutique International 2018 à Ouagadougou**

Organisé annuellement par l'IOPA (Inter Ordre des Pharmaciens Africains), l'ISPHARMA (Inter Syndicale des Pharmaciens Africains), l'ACAME (Association des Centrales d'Achat des Médicaments Essentiels) et les Directions de la Pharmacie et du Médicament (DPM), le prochain Forum Pharmaceutique International 2018 se tiendra à Ouagadougou (21-23 juin 2018) sur le thème "Le développement de l'industrie pharmaceutique et l'accès universel aux médicaments de qualité en Afrique". En savoir plus : <http://fpiburkina2018.org>.

Objectif Afrique n°120 – 11 mai 2018

- **Niger : double émission de bons assimilables du Trésor**

Le Niger a émis, le 27 avril 2018, 22 Mds FCFA (33,4 MEUR) en bons assimilables du Trésor au niveau du marché financier de l'UEMOA. L'État nigérien qui souhaitait obtenir 20 Mds FCFA (30,4 MEUR), s'est vu proposer 35 Mds FCFA (53,2 MEUR), soit un taux de souscription de 179,4%. La valeur nominale des bons était de 1 MFCFA avec un taux d'intérêt multiple. La date de valeur de l'opération était arrêtée au 30 avril 2018 pour une durée de 6 mois avec l'échéance fixée au 28 octobre 2018. Le Niger a annoncé la tenue d'une seconde émission le 8 mai 2018 pour un montant de 20 Mds FCFA (30,4 MEUR). La valeur nominale unitaire sera de 10.000 FCFA pour un taux d'intérêt de 6,15%. Le remboursement se fera annuellement après un différé de trois ans, et l'échéance de ces BaT d'une durée de 60 mois est fixée au 23 mars 2023.

- **Burkina Faso : L'agence pour la promotion des investissements "relookée"**

Le Conseil des ministres du Burkina Faso du 02 mai 2018 a confirmé la dissolution de l'Agence de promotion des investissements du Burkina Faso (API-BF) et la création de l'Agence burkinabè des investissements (ABI). En tant qu'Etablissement public à caractère économique (EPEC), cette nouvelle agence devrait disposer d'un cadre organisationnel adapté, selon les dires du Gouvernement, pour attirer le maximum d'investissements directs nationaux et étrangers au Burkina Faso.

- **Niger : la ratification de la ZLEC validée en Conseil des ministres**

Le Conseil des ministres du Niger a examiné et adopté, le 4 mai 2018, le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord portant création de la Zone de Libre Echange Continentale (ZLEC) signé le 21 mars 2018 à Kigali par les Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine. Ce type de traité nécessite, conformément à l'article 169 de la constitution nigérienne du 25 novembre 2010, l'adoption préalable d'une loi d'autorisation. Le projet de loi validé en Conseil des ministres va être transmis à l'Assemblée nationale pour adoption définitive.

- **Burkina Faso : L'OPEP cofinance un projet de l'Université de Koudougou**

Le Fonds OPEP pour le développement international (OFID) va financer partiellement le projet de construction et d'équipement d'une unité de formation et de recherche en sciences et techniques (UFR/ST) et d'une cité universitaire à l'Université de Koudougou (centre-ouest du pays) pour un montant de 9,4 Mds FCFA (14,3 MEUR). D'un coût global estimé à 18,14 Mds FCFA (27,6 MEUR), le projet est cofinancé par la BADEA (Banque arabe pour le développement en Afrique), l'OFID et le Burkina Faso. Il s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et vise la réalisation d'un programme de modernisation et d'extension des universités nationales.

- **Burkina Faso : Résultats définitifs de la campagne agropastorale 2017/2018**

La production céréalière définitive de la campagne agricole 2017/2018 a été estimée à 4.063.198 tonnes, soit une baisse de 11,03% par rapport à la campagne précédente. La production définitive des autres cultures vivrières (niébé, voandzou, igname et patate) est estimée à 717.419 tonnes (-0,95%/2016-2017). La production des cultures de rente est évaluée à 1.360.952 tonnes (-8,90%/2016-2017). Ces baisses s'expliquent en partie par l'impact des longues séquences sèches, l'arrêt précoce des pluies, et les attaques de la chenille légionnaire et des oiseaux granivores. Le déficit brut global céréalier est estimé à 477 448 tonnes. Le nombre de personnes se trouvant dans une situation alimentaire limite est estimé à 2.462.324 en période courante (mars à mai 2018) et à 2.671.867 en période projetée (juin à août 2018).

- **Niger : projet d'installation de pompes solaires pour les régions de Tahoua et Agadez**

Les régions de Tahoua et Agadez au nord du Niger pourraient bientôt être dotées de 1.072 pompes solaires dans 845 localités. Ce projet bénéficie de l'appui de la Banque Mondiale et du Fonds des pays les moins avancés (FPMA) qui ont confié une enveloppe de 106 M\$ (88,8 MEUR) au Niger et dont une partie du montant sera alloué à la gestion des risques de catastrophes et de développement urbain. La date butoir de l'appel d'offres lancé par le gouvernement est fixée au 28 mai prochain.

- **Burkina Faso : +3% de chiffre d'affaires pour l'ONATEL en 2017**

L'Office national de télécommunications (ONATEL) a publié ses résultats au 31 décembre 2017. Le chiffre d'affaires de la société s'élève à 162,7 Mds FCFA contre 157,5 Mds FCFA en 2017, soit une progression de 3%. Une croissance qui provient principalement, selon le communiqué de presse de la société, des revenus générés par le trafic sortant du prépayé mobile. A la suite de la publication, le Conseil d'administration de l'ONATEL proposera à l'AG des actionnaires la distribution d'un dividende ordinaire brut de 831,9 FCFA par action pour chacune des 34 millions d'actions composant le capital social. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1er juin 2018.

- **Burkina Faso : Un nouveau DG pour la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso**

Lancina Ki, le nouveau Directeur Général de la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso (MEBF) a pris officiellement fonction le vendredi 27 avril 2018. Il succède ainsi à Issaka Kargougou qui aura présidé l'institution pendant près de 15 ans. Docteur en économie, Lancina Ki est un ancien cadre du ministère du Commerce où il a occupé le poste de Directeur Général de la Promotion du secteur privé. Il était précédemment Directeur de l'Industrie et de la Promotion du secteur privé à la Commission de l'UEMOA où il avait commencé à occuper les fonctions de coordonnateur du groupe de travail pour la promotion des partenariats public-privé (PPP) à partir de 2009.

Objectif Afrique n°121 – 18 mai 2018

- **Burkina Faso : lancement d'une ZES avec le Mali et la Côte d'Ivoire**

Le lancement d'une zone économique spéciale (ZES) entre le Burkina Faso (Bobo-Dioulasso), la Côte d'Ivoire (Bouaké), et le Mali (Sikasso) a été acté le 14 mai 2018. Les autorités des trois pays, qui ont multiplié les rencontres à cet effet ces derniers mois, avaient fixé le lancement officiel pour le mois de mai. Les détails juridiques ne sont pas encore connus, mais la ZES est circonscrite à une région géographique précise dans laquelle la réglementation des affaires devrait être plus incitative en matière de commerce transfrontalier. L'objectif de ce projet est de dynamiser les échanges entre les trois pays, ce qui constitue une nouvelle étape de la coopération et l'intégration sous régionale.

- **Le Togo conforte sa position dominante de corridor maritime du Burkina Faso**

Sur un ensemble de 3,8 M de tonnes de marchandises importées par voie terrestre par le Burkina Faso en 2017, près de 1,3 M ont transité par le port de Lomé (33,8% du total). Le Ghana arrive en 2^{ème} position, avec plus de 900.000 tonnes de marchandises (23% du total). Bien que le port d'Abidjan soit présenté comme le port historique et naturel du Burkina, le corridor ivoirien n'arrive qu'en 3^{ème} position avec 875.000 tonnes (22,4% du total). En ce qui concerne les marchandises burkinabè à l'exportation, le Togo est également le 1^{er} port de transit : ainsi, sur un total de 498.000 tonnes de marchandises exportées par voie terrestre en 2017, 210.000 tonnes ont transité par Lomé, soit 42% du total, contre 36,5% pour la Côte d'Ivoire et 10,5% pour le Ghana.

- **Burkina Faso : point d'étape du FMI le 2 mai 2018 à Ouagadougou**

Suite au nouvel accord triennal de 157,6 M\$ (127,8 MEUR) signé le 14 mars 2018 "en appui au programme national de réformes économiques et financières", une mission FMI a effectué un point d'étape le 2 mai à Ouagadougou. La progression moyenne de l'économie burkinabè sur la période 2016-2017 serait de 6% par an, des résultats "remarquables" compte tenu du contexte sécuritaire (budget de la défense et de la sécurité en hausse de 21% en 2017 et 50% en 2018) et des faibles précipitations en 2017. Une croissance similaire est attendue pour les années suivantes. Toutefois, le déficit budgétaire a atteint 7,7% du PIB en 2017 (investissements, masse salariale) et la balance commerciale demeure déficitaire. Ainsi, la dette publique s'est encore creusée jusqu'à 41% du PIB.

- **Burkina Faso : accord avec le fournisseur internet satellitaire SES Networks**

Un accord pluriannuel entre le gouvernement burkinabè et SES Networks permettra à l'administration de disposer d'une connectivité haut-débit (± 600 Mbps). L'accord qui résulte d'un projet de coopération au développement avec le Luxembourg lancé en 2017 a pour objectif d'améliorer l'infrastructure informatique et de communication du Burkina Faso. Des terminaux ont été installés à Ouagadougou, Gaoua, Bobo-Dioulasso, Tenkodogo et Dori, pour donner à ces provinces un accès immédiat à une connectivité satellitaire équivalente à celle de la fibre optique. Le système O3b permet une mise en place transparente du satellite avec les réseaux terrestres, l'intégration et l'interconnexion de points d'accès et de distribution sans fil avec le réseau historique de l'administration burkinabè (RESINA).

- **Niger : accords de financement de la BOAD pour 63 millions d'euros**

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) va accompagner le Niger dans les secteurs des transports, de l'énergie et de l'agriculture avec un prêt de 37 Mds FCFA (56 MEUR) et un don de 4,572 Mds FCFA (7 MEUR) dans le cadre du fonds vert d'adaptation. Ces accords permettront de financer : la finalisation du projet de réhabilitation de la route Bella-Gaya-frontière Bénin (15 Mds FCFA/23 MEUR), le projet de renforcement de la résilience de l'agriculture face au changement climatique (14,6 Mds FCFA/22 MEUR), l'électrification par micro centrales électriques hybrides de 47 localités dans sept régions du Niger (12 Mds FCFA/18 MEUR).

- **Niger : la centrale photovoltaïque d'Agadez et le barrage de Kandadji intéressent fortement les Chinois**

Le groupe China Gezhouba Group Corporation (CGCC) convoiterait la réalisation de la centrale photovoltaïque d'Agadez et le barrage de Kandadji dont il espère fournir les turbines. En marge de sa visite de travail en Chine le 7 mai, le premier ministre nigérien Brigi Rafini a visité le siège du groupe CGCC et notamment sa filiale Beijing Jingneng Clean Energy Ltd située à 85 km environ du centre-ville de Beijing. Il aurait proposé aux responsables de CGCC de faire une démonstration de leur capacité dans une phase expérimentale. A noter que la société Energy China viserait également le marché du chemin de fer Parakou-Niamey-Ouagadougou-Abidjan.

- **Burkina Faso : le groupe bancaire burkinabé Coris Bank en croissance**

Le groupe burkinabé Coris Bank (CBI) a publié son rapport d'activités 2017 qui conforte sa position de leader du marché bancaire. Les dépôts de la clientèle (+47,9%) s'établissent à 620 Mds FCFA (945 MEUR). L'encours de crédits à la clientèle (+31,2%) se situe à 542 Mds FCFA (826 MEUR). Cette bonne dynamique a porté le total-bilan à 1.132 Mds FCFA (1.725 MEUR), soit une croissance annuelle de 27,9%. Le résultat net s'établit à 19 Mds FCFA (28 MEUR) au terme de l'exercice 2017 (+19,5% sur 2016). Les filiales CBI Bénin et CBI Sénégal, qui ont démarré leurs activités en début d'année 2017, occupent une part appréciable dans la croissance du groupe CBI au terme de leur premier exercice.

- **Niger : le Premier ministre Brigi Rafini à Pékin les 7 et 8 mai 2018**

Dans le cadre du 3^{ème} forum sur la coopération sino-africaine, le Premier ministre nigérien Brigi Rafini s'est rendu en visite de travail et d'amitié à Pékin. Il s'est entretenu avec le président de Energy China, la société chinoise de production et de distribution de l'énergie électrique qui a obtenu la réalisation des travaux de génie civil du barrage de Kandadji, et également avec le vice-président de la République populaire de Chine, M. Wang Qishan, sur des questions de coopération bilatérale.

Objectif Afrique n°122 – 25 mai 2018

- **Burkina Faso : situation du budget de l'État exercice 2018, au 31 mars 2018**

Selon un rapport présenté au Conseil des ministres du Burkina Faso du 16 mai 2018, le niveau de mobilisation des ressources de l'État au 31 mars 2018, s'établit à 376,2 Mds FCFA (573,4 MEUR) sur une prévision annuelle de 2.053 Mds FCFA (3.130 MEUR), avec un niveau de réalisation de 18,32% contre 15,15% à la même période en 2017. L'exécution des dépenses toutes natures confondues à fin mars 2018 s'élève à 470,1 Mds FCFA (716,6 MEUR) sur une prévision annuelle, base crédit de paiement, de 2.441,3 Mds FCFA (3.721 MEUR), avec un taux d'exécution de 19,26%. Au 31 mars 2018, il se dégage un solde budgétaire déficitaire de 1,42 milliard FCFA. (2,16 MEUR).

- **Burkina Faso : L'État à la recherche de 75 Mds FCFA (114,3 MEUR) sur le marché financier régional de l'UEMOA**

La DGTCP du Burkina Faso a lancé le 15 mai 2018 sur le marché financier régional de l'UEMOA un emprunt obligataire de 75 Mds FCFA (114,3 MEUR) par appel public à l'épargne portant un taux de 6,5% pour la période 2018-2025. 7,5 millions d'obligations d'une valeur nominale unitaire de 10.000 FCFA devraient être émises pour une durée de 7 ans dont 2 ans de différé. L'opération, nette de tout impôt pour les résidents burkinabé, est ouverte du 15 au 31 mai 2018. Pour piloter l'émission le Trésor public s'est attaché les services de Coris Bourse comme chef de file et d'Everest Finance. Cet emprunt serait le 6^{ème} du genre depuis 2003.

- **Niger : Le gouvernement cherche 40 mds FCFA sur le marché financier régional**

L'État nigérien a lancé ce 17 mai 2018, deux opérations de levée de fonds, à travers une émission par voie d'adjudication simultanée, de Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) pour un montant de 20 milliards FCFA (±30,5

MEUR) chacune. Pour ce qui est des Bons, les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance et les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale de ces derniers. S'agissant des obligations, le remboursement se fera annuellement après un différé de 3 ans. Le paiement des intérêts, lui, se fera à un taux de 6,15% l'an, dès la première année.

- **Burkina Faso : La DGI présente des chiffres encourageants en avril 2018**

Selon les chiffres de la dernière revue des performances des unités de recouvrement de la Direction générale des impôts (DGI), la DGI aurait enregistré un recouvrement record de 100,35 Mds FCFA (± 153 MEUR) au cours du mois d'avril 2018 sur une prévision de 107,01 Mds FCFA (± 163 MEUR), soit un taux de réalisation de 93,78%. Sur le 1^{er} trimestre (janvier à avril) 2018, le taux de réalisation est de 83,07%. Plusieurs facteurs auraient concouru à ce résultat, dont la nette amélioration des recettes de la direction des grandes entreprises qui a recouvré 90,2 Mds FCFA ($\pm 137,5$ MEUR), soit un taux de recouvrement de 95,6% en avril 2018.

- **Burkina Faso : Des mesures pour améliorer la collecte des taxes douanières**

Au titre de la loi de finances 2018, la Direction générale des douanes a pour mission de collecter 694,93 Mds FCFA (1.060 MEUR) au profit du budget de l'État. Pour réussir cet objectif ambitieux, la direction a annoncé la mise en oeuvre de nouvelles mesures, à savoir : le déchargement systématique des camions de plus de deux articles, l'annexion obligatoire à la déclaration en douane du connaissement, du bordereau électronique de suivi de cargaison, de la facture frêt maritime si les incoterms sont PDU, FOB ou FAS, la sélection et la fixation de valeurs de référence pour les 20 produits les plus importés au Burkina Faso et pouvant alimenter les courants de fraude, l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Togo et du Burkina au cours du 1^{er} semestre 2018.

- **Le Burkina Faso rompt ses relations diplomatiques avec Taïwan**

Le ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, Alpha Barry, a officialisé le 24 mai 2018 la rupture des relations diplomatiques avec Taïwan. Le président Kaboré a demandé à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour la fermeture de l'ambassade du Burkina à Taipei et de celle de Taïwan à Ouagadougou. La décision notifiée à l'ambassadeur de Taïwan à Ouagadougou a provoqué la démission du ministre taïwanais des Affaires étrangères, Joseph Wu, qui a déclaré "porter la responsabilité et cesser les programmes d'aides et coopération". La Chine a "salué cette décision et espéré que le Burkina rejoigne la grande famille de l'amitié et de la coopération sino-africaine". Ce revirement marque une nouvelle victoire dans l'offensive diplomatique menée par la Chine sur le continent africain où le dernier allié de Taïwan est désormais le Swaziland.

- **Burkina Faso : La BM octroie 20 MUSD pour favoriser l'accès à internet**

Le Burkina Faso et la Banque Mondiale (BM) ont signé, le 11 mai 2018, une convention de prêt pour un financement additionnel de 20 MUSD (16,9 MEUR) afin de favoriser l'accès à internet dans le pays. Cet accord porte à 39,4 MUSD les investissements de la BM pour améliorer les infrastructures de communication et la connectivité du Burkina Faso. L'objectif de cette rallonge financière est de réduire les coûts d'interconnexion régionale et internationale. Deux projets devraient notamment en bénéficier : les raccordements en fibre optique jusqu'aux frontières, avec le Bénin d'une part, et avec le Ghana d'autre part.

- **L'UE alloue un montant additionnel de 90 MEUR au Niger au titre du 11^{ème} FED**

L'Union européenne a alloué 90 MEUR supplémentaires au titre du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED) pour la période 2014-2020, a indiqué l'ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne au Niger, lors de la réception donnée à l'occasion de la commémoration de la fête de l'Europe. Une enveloppe supplémentaire qui porte désormais à 686 MEUR, le montant affecté par l'UE au Niger au titre du 11^{ème} FED. Selon le Chef de la

DUE, ce financement additionnel fait actuellement l'objet d'une discussion avec les ministères concernés en vue d'un déblocage des fonds en 2019 et sera mis à profit pour la gouvernance, la mise en œuvre des politiques sociales et l'appui à la société civile.

- **Niger : le Conseil des ministres adopte le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt de 20 MUSD par la BADEA**

Le Conseil des ministres du 14 mai a adopté le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt d'un montant de 20 MUSD, signé le 20 avril dernier à Washington, entre le Niger et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA). Cet accord de financement a pour objectif, entre autres, l'aménagement de la voie express reliant l'Aéroport International Diori Hamani de Niamey au Centre-ville de Niamey. Ce projet de loi sera transmis à l'Assemblée nationale pour adoption.

- **Burkina Faso : Une "assurance récolte" pour les cotonculteurs de la SOFITEX**

Une convention-cadre sur l'assurance récolte a été signée le 17 mai à Ouagadougou entre la principale société cotonnière du pays (SOFITEX), le pool des gestionnaires de crédits, le pool des assureurs et l'Union nationale des producteurs de coton (UNPCB). Il s'agit d'une grande première dans le secteur cotonnier, rendue possible avec le partenariat de PlaNet Guarantee, filiale de l'organisation de solidarité internationale PlaNet Finance, et le soutien de la Coopération américaine (USAID). La couverture de cette "assurance récolte" s'étendra à 7 régions cotonnières de la SOFITEX et couvrira les producteurs contre la baisse des rendements.

- **Burkina : Le gouvernement reçoit l'autorisation pour réattribuer la mine de Tambao**

Dans une décision rendue le 11 mai dernier, la Chambre de commerce internationale (CCI) de Paris a rejeté les "mesures provisoires" requises par le groupe Timis visant à empêcher la réattribution de la mine de manganèse de Tambao avant le verdict final du litige judiciaire prévu début 2019. Ces "mesures provisoires" avaient été sollicitées le 8 mars 2018 suite à la résiliation unilatérale par l'État, le 14 février 2018, des accords d'exploitation. Les 90 jours de préavis suivant la résiliation étant écoulés à la date du 14 mai 2018, le Burkina Faso est désormais libre de réattribuer les licences relatives à la mine de Tambao. Pour rappel, cette dernière est considérée comme la plus grande réserve de manganèse au monde.

- **Burkina Faso : Lancement des activités de l'ANEEMAS pour encadrer l'orpaillage**

Le Forum sur l'artisanat minier organisé par le gouvernement burkinabè à Ouagadougou le 3 mai 2018 a officialisé le lancement des activités de l'Agence nationale d'encadrement des exploitations minières artisanales et semi-mécanisées (Aneemas). Cette agence avait été créée par la loi sur la commercialisation de l'or adoptée en 2017 afin d'accroître les revenus issus de l'orpaillage. Dirigée par l'ingénieur Salifou Trahoré, l'opérationnalisation de cette agence devrait permettre d'identifier un maximum de sites d'orpaillage et de récupérer les taxes afférentes. A ce jour, le manque à gagner annuel issu de la fraude minière dans le pays est évalué à 250 Mds FCFA (±380 MEUR) par le gouvernement burkinabè.

- **Niger : la microcentrale électrique du village de Gabawouri réalisée à 70%**

L'installation dans le village de Gabawouri (situé dans la commune rurale de Korgom, dans la région de Maradi) de la microcentrale électrique de 40 kWh, est exécutée à 70%, a annoncé la ministre de l'Energie, lors de sa récente visite de travail dans la région de Maradi. Selon l'entreprise qui exécute les travaux, le raccordement au niveau des foyers va commencer dans les prochaines semaines et les travaux devraient s'achever dans un délai d'un mois. Exécuté par l'entreprise thaïlandaise Super Solar Energy, ce projet, fruit d'un financement indien, concerne 50 villages des régions de Maradi, Zinder, Agadez et de Diffa. Il est prévu d'électrifier 200 ménages dans chaque village retenu dans le programme.

- **Burkina Faso : Maroc Telecom renforce sa présence dans le "mobile money"**

Le 11 mai 2018, une convention signée entre ONATEL (filiale de Maroc Telecom) et United Bank of Africa (UBA) est venue officialiser une coopération élargie afin de renforcer l'offre en service financier mobile de l'opérateur. L'accord prévoit que la banque nigérienne UBA émettra de la monnaie électronique tandis que la société ONATEL en assurera le traitement technique et la distribution commerciale. Dans un pays où l'exclusion bancaire demeure importante, l'objectif du groupe marocain est de répondre à un besoin de numérisation des transactions. La banque devrait également permettre de lier un compte classique à un portefeuille mobile money pour faciliter les opérations des usagers. Pour rappel, le mobile money représentait 36,5 millions d'utilisateurs dans l'UEMOA en 2016, dont 4,1 millions au Burkina Faso.

- **Niger : la société turque SUMMA investira 101 milliards FCFA pour la rénovation de l'aéroport de Niamey**

Les travaux de réhabilitation de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey, financés par la société turque SUMMA à hauteur de 154 MEUR, doivent débiter prochainement. En contrepartie du financement, de la conception et de la réalisation, le ministre nigérien des Transports vient d'annoncer que la société turque bénéficiera d'une concession sur l'exploitation et la maintenance de l'ensemble de la plateforme y compris la gestion des escales, pour une durée de 30 ans. Sur cette période, la société SUMMA se rétribuera sur les redevances et taxes générées, avant rétrocession à l'État. Pour rappel, les travaux concernent entre autres : la modernisation des terminaux pour les passagers et le fret, l'extension de la piste de 800 mètres, la construction d'une nouvelle aérogare fret et l'extension de l'aire de stationnement.

- **Niger : lancement des travaux d'aménagement et de bitumage de la voie express reliant l'aéroport international Diori Hamani au centre-ville de Niamey**

Le président de la République a procédé, ce 18 mai 2018, au lancement des travaux d'aménagement et de bitumage de la voie express devant relier l'aéroport international Diori Hamani au centre-ville de Niamey. Estimés à près de 21 milliards FCFA (±32 MEUR), les travaux sont notamment financés par la Banque Arabe pour le Développement économique en Afrique (BADEA) et l'État du Niger. Ils seront réalisés par l'entreprise française SOGEA SATOM sur une durée de 12 mois.

Objectif Afrique n°123 – 01 juin 2018

- **Interconnexion des administrations douanières du Burkina Faso et du Togo**

Les administrations douanières du Burkina et du Togo ont officiellement lancé l'interconnexion de leurs services douaniers le 28 mai 2018 à Ouagadougou. Ce projet financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) à hauteur de 1 Md FCFA (1,5 MEUR) et mis en œuvre par la Commission de l'UEMOA avec l'appui technique de la CNUCED devrait faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays. Les informations fournies par un importateur ou exportateurs, consignées et matérialisées par le document de transit, seront communiquées en temps réel à l'administration douanière des deux pays, ce qui permettra l'émission d'un document de transit unique qui devrait contribuer à réduire les formalités administratives et à accélérer les contrôles.

- **Plusieurs bailleurs s'engagent pour le développement du lac Tchad**

Le programme RESILAC a été officiellement lancé le 24 mai 2018 à Niamey sous le haut patronage du Ministre d'État, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage. Ce projet est financé par le Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) pour l'Afrique de l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement pour des contributions respectives de 31,1 MEUR et 5 MEUR. Il sera mis en œuvre par un consortium d'ONG comprenant Action Contre la Faim (chef de file), Care, le groupe URD et CCFD-terre solidaire (en tant que partenaire associé), des ONG nationales et en étroite collaboration avec la Commission pour le Bassin du Lac Tchad. Ce projet vise à contribuer au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires du bassin du Lac Tchad, avec un accent sur la jeunesse

et la composante féminine. D'une durée de 4 ans, les interventions toucheront les 4 zones géographiques riveraines du bassin du Lac Tchad : la région de Diffa au Niger, l'Etat de Borno au Nigéria, la région du Lac Tchad au Tchad et la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.

- **Burkina Faso : Les relations diplomatiques officiellement rétablies avec la Chine**

48 heures après avoir coupé les ponts avec Taiwan, le Burkina Faso a officialisé, le 26 mai 2018, la reprise de ses relations diplomatiques avec la Chine. Les chefs des diplomaties des deux pays ont signé un communiqué commun à Pékin rétablissant les relations entre les deux États. Outre la promesse de financement d'un hôpital à Bobo-Dioulasso, la Chine s'est notamment engagée à reprendre tous les projets que Taïwan abandonnera : énergie, logement, éducation... Une mission chinoise est attendue à Ouagadougou pour évaluer les besoins du pays et un Accord-cadre de coopération devrait être signé prochainement. Le président chinois Xi Jinping a également invité le président Kaboré à assister au Sommet de Beijing sur la coopération sino-africaine qui se tiendra en septembre 2018.

- **Burkina Faso : Le contrat de la COTECNA prendra fin le 28 août 2018**

Le directeur général des Douanes burkinabè a annoncé que le partenariat entre la COTECNA et le gouvernement burkinabè prendrait officiellement fin le 28 août 2018. L'entreprise suisse, qui avait remplacé la Société générale de surveillance (SGS) en 2004, est un organe d'appui technique externe à l'administration douanière, spécialisé dans le domaine de l'inspection, de la sécurité, de l'analyse et de la certification commerciales. Le travail de sécurisation et d'optimisation des recettes douanières et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale devrait désormais être directement géré par les services de la Douane.

- **Le Niger crée une Agence de promotion des investissements et des projets stratégiques**

En Conseil des ministres, le 25 mai dernier, le gouvernement a examiné et modifié son Code des investissements, en adoptant un projet de loi portant création d'une Agence de promotion des investissements et des projets stratégiques. Cet organisme public centralisé sera doté de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion administrative et financière et prendra en charge la fonction Services aux Investisseurs actuellement éclatée à travers deux Guichets Uniques différents, ce qui constituait un frein à la bonne performance du climat des affaires au Niger. Le présent projet de loi sera transmis à l'Assemblée Nationale pour adoption.

- **Le Niger "toilette" sa législation sur les PPP**

Le Conseil des ministres du Niger du 25 mai a examiné et adopté le projet de loi portant régime des Contrats de Partenariat Public Privé en République du Niger. En effet, après plusieurs années de mise en œuvre effective de ces textes, il est apparu des insuffisances majeures quant à leur applicabilité et d'importantes incidences financières qui grèvent le budget de l'État. Il s'avèrera dès lors nécessaire de corriger ces insuffisances tout en proposant un texte unique intégrant tous les principes généraux, les dispositifs fiscal, financier et comptable des CPPP. Le présent projet de loi sera transmis à l'Assemblée Nationale pour adoption.

- **Burkina : Le BUMIGEB a 40 ans !**

Du 24 au 26 mai 2018, le Bureau des mines et de la géologie du Burkina (BUMIGEB) a célébré ses 40 ans d'existence sous le thème "Défi de la diversité de la production minière pour un développement durable au Burkina Faso : rôle et place du BUMIGEB". Son rôle est de mener des recherches exploratoires pour orienter de potentiels investisseurs. A ce titre, il a lancé en mai 2018 la réalisation de cartes thématiques aéroportées de la géophysique et de la géochimie sur une superficie de 72.000 km² mais également un géo-portail, depuis son site www.bumigeb.bf. Pour mémoire, la cheville ouvrière de la mise en place du BUMIGEB, appelé alors Bureau voltaïque de la géologie et des mines (BUVOGMI), fût le Dr Paton Emile Gamsonré, titulaire d'un doctorat d'État en géologie français.

- **Niger : Vital Metals découvre un gisement d'or sur le site aurifère de Bouli**

L'explorateur australien Vital Metals a annoncé la découverte d'or au Niger causant un envol des actions de l'entreprise cotée à la bourse des valeurs australienne, l'ASX. Dans une déclaration aux actionnaires, le DG du groupe a rapporté que de l'or a été trouvé lors d'un forage dans la zone de Bella Tondi au Niger. La prochaine étape consiste en l'échantillonnage des éléments trouvés, qui vont être expédiés à Ouagadougou, la capitale burkinabè pour être analysés. Les résultats des échantillons analysés sont attendus à la fin juin 2018. Les résultats encourageants des explorations confortent la compagnie minière dans sa stratégie de concentrer ses efforts sur l'Afrique.

- **Burkina Faso : Un nouveau directeur à l'AFP/PME**

Lors du conseil des ministres du 24 mai 2018, M. Kiswendsida Honoré Kiétyéta a été nommé Directeur général de l'Agence de financement et de promotion des petites et moyennes entreprises (AFP/PME). M. Kiétyéta occupait précédemment les fonctions de Directeur de la promotion et du marketing au sein de l'Agence burkinabè des investissements (ABI, ex-API).

- **EUCAP Sahel Niger : le nouveau chef de mission est arrivé à Niamey**

M. Frank Van der Mueren, haut fonctionnaire de police belge, nommé Chef de mission EUCAP Sahel Niger, a pris ses fonctions le 24 mai 2018, en remplacement de Mme Kirsi Henriksson, qui occupait ce poste depuis 2016. EUCAP Sahel Niger a été lancée en 2012 pour soutenir le renforcement des capacités des intervenants nigériens en matière de sécurité. La mission fournit des conseils et des formations afin d'aider les autorités nigériennes. Elle contribue à mettre en place une approche intégrée, cohérente, durable et fondée sur les droits de l'homme en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée entre les différents intervenants nigériens dans le domaine de la sécurité.

Objectif Afrique n°124 – 08 juin 2018

- **Niger : Le FMI achève la 2ème revue de l'accord en faveur du Niger au titre de la FEC et approuve un décaissement de 20 MUSD**

Le Conseil d'administration du FMI a achevé la 2^{ème} revue du programme économique et financier du Niger qui est appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). L'achèvement de la revue permet de décaisser 14,1 millions de DTS (± 20 MUSD), ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 42,3 millions de DTS (± 60 MUSD). Tous les critères de réalisation et les objectifs indicatifs ont été remplis, à l'exception de l'objectif relatif aux recettes budgétaires, qui ont été largement inférieures au niveau établi dans le programme pour 2017. L'inflation, aujourd'hui élevée, devrait baisser rapidement et l'assainissement des finances publiques devrait ramener le déficit en deçà du seuil de l'UEMOA d'ici 2021. Le déficit des transactions courantes restera probablement élevé, mais il est totalement financé par l'aide extérieure.

- **Burkina : 40 milliards FCFA de la BOAD pour des projets de développement**

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) va débloquer 72 MUSD ($\pm 40,3$ Mds FCFA) pour des projets hydrauliques et de développement local. Le premier projet porte sur l'aménagement du parc urbain Bangr Wéogo situé au cœur de Ouagadougou pour 10 Mds FCFA (± 15 MEUR) : éclairage public, pistes et allées piétonnes, appui à la Commune de Ouagadougou en matériels et en formation... Le second prêt de 30 Mds FCFA ($\pm 45,7$ MEUR) va au Projet d'appui au développement du secteur de l'élevage (PADEL) avec la mise à disposition d'un kit de développement local intégré, de micro-crédits au profit de 15.000 micros et très petites entreprises (MTPE) et le renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales des micro-entreprises et des organisations professionnelles de producteurs.

- **Burkina Faso : 100 milliards FCFA pour l'entretien des routes**

Le Conseil des ministres du 31 mai 2018 a approuvé le Programme spécial d'entretien routier et de bitumage 2018-2020 (PER) d'un montant de 100 Mds FCFA (±150 MEUR). Ce programme prévoit d'ici à 2020, l'entretien courant de 15.272 km de route du réseau classé et de 13.500 km de pistes rurales, le bitumage de 374 km de routes, la construction d'un ouvrage d'art à Ramsa sur la RN15 et l'étude pour la construction d'un 3^{ème} pont sur le barrage n°2 de Ouagadougou. La convention de financement a été signée le 5 juin entre le Fonds spécial routier du Burkina (FSR-B) et un pool bancaire composé de six banques : Ecobank et Biciab qui interviennent en qualité de co-arrangeurs et contribuent à hauteur de 20 milliards FCFA (±30 MEUR) chacune, accompagnées par BOA (20 mds FCFA), BSIC (10 mds FCFA), CBAO (10 mds FCFA) et SGBF (20 mds FCFA).

- **Burkina Faso : Un nouveau venu dans l'industrie des boissons gazeuses**

La nouvelle unité industrielle Twellium Industries Burkina Faso, mise en service en décembre 2017, a reçu la visite du ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat. Harouna Kaboré, le 26 mai 2018, venu saluer la réalisation de cet important projet situé à Bobo-Dioulasso, sur la route d'Orodara. L'usine est spécialisée dans la fabrication de boissons gazeuses de marque Planet et également de marques internationales franchisées. Le groupe ghanéo-libanais Twellium Industrial, créé à Accra en septembre 2013, est aujourd'hui présent dans une cinquantaine de pays.

- **Burkina : L'ANEREE signe une convention avec World Water and Solar Technologies**

Le 26 mai 2018, l'Agence nationale des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ANEREE) a signé une convention de partenariat avec la compagnie américaine Word Water and Solar Technologies qui conçoit et construit des plates-formes solaires intégrées pour fournir de l'eau et de l'énergie solaire. Selon le Dr Jean Marc Palm, Directeur de l'ANEREE, ce type de convention vise à obliger les fabricants à fournir du matériel de qualité et à s'assurer que les consommateurs burkinabè aient du matériel garanti. Dans le même esprit, l'Agence nationale avait signé en mars dernier un partenariat avec le Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST), structure en charge de la recherche au Burkina Faso, pour promouvoir des fours écologiques à destination des grilleurs de poulets.

- **Niger : La China Gezhouba Group décroche le contrat de réalisation des travaux de génie civil, équipements du barrage hydroélectrique de Kandadji**

Les travaux de génie civil, équipements hydromécaniques et installation électrique générale du barrage hydroélectrique de Kandadji vont être réalisés par le géant chinois China Gezhouba Group Company Ltd (CGGC). L'entreprise chinoise avait face à elle deux autres concurrents chinois et un marocain. La réalisation des travaux s'étalera sur une période de 58 mois, soit 46 mois pour le Lot 1A et 12 mois pour le lot 1B. Pour rappel, le Premier ministre Brigi Rafini avait visité les locaux du groupe CGGC, en marge du 3^{ème} Forum sur la coopération sino-africaine organisé du 07 au 08 mai 2018 à Pékin.

- **Burkina : le secteur bancaire burkinabè s'agrandit**

Wendkuni Bank International (WBI), la banque créée par l'homme d'affaires burkinabè Apollinaire Compaoré, est opérationnelle depuis le 31 mai 2018, dans la zone ZACA de la capitale Ouagadougou. Dirigée par Adama Sanfo, le capital de la WBI s'élève à 12 Mds FCFA (±18 MEUR) détenu à 52% par le groupe Planor Afrique, holding fondée en mars 2004 par Apollinaire Compaoré. Le restant est réparti entre la Banque régionale des marchés (BRM) basée à Dakar, des sociétés comme l'Union des Assurances du Burkina (UAB), la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances (SONAR) et des hommes d'affaires burkinabè.

- **Burkina Faso : Suppression effective de la peine de mort**

L'Assemblée nationale burkinabè a adopté le 31 mai 2018 un nouveau code pénal qui comporte notamment la suppression de la peine de mort de l'arsenal juridique. La peine maximale au Burkina pour les crimes est désormais l'emprisonnement à vie et les condamnations à mort déjà prononcées sont "désactivées". Le ministre de la Justice, René Bagoro, a estimé que le Burkina est un abolitionniste de fait car la peine capitale n'est plus exécutée dans le pays depuis 1978. Par ailleurs, le projet de nouvelle Constitution burkinabè comporte expressément l'abolition de la peine de mort ; mais son adoption n'est pas encore programmée.

- **Niger/France : La signature de plusieurs accords de coopération au menu de la visite officielle du Président nigérien en France le 4 juin**

Le chef de l'État nigérien, Issoufou Mahamadou, était en visite officielle de travail en France ce lundi 4 juin, sur invitation de son homologue français, Emmanuel Macron. Au menu de cette rencontre figurait notamment la signature de plusieurs accords de coopération avec l'Agence française de développement (AFD) pour un montant total de 47,5 MEUR, à savoir :

- un prêt de 16 MEUR et une subvention du même montant (soit un total de 32 MEUR) pour le financement de la construction d'une centrale électrique hybride (solaire et thermique) à Agadez d'une puissance de 19 MW
- une subvention de 10 MEUR pour le financement du projet Genre, Population et Développement au Niger (GPDN) visant à soutenir les efforts des Autorités nigériennes en faveur d'une meilleure maîtrise de l'importante croissance démographique du pays et de la scolarité des filles
- une subvention de 5 MEUR pour soutenir la 4^{ème} phase du programme d'appui à la sécurité alimentaire des ménages (PASAM)
- et enfin une subvention de 0,5 MEUR destinée à financer une assistance technique en appui à la Direction générale des Douanes.

- **L'aide allouée au Niger par le Luxembourg sera de 21,9 milliards FCFA en 2018**

Selon un rapport publié en mai 2018, le Luxembourg prévoit d'accorder une aide de 21,9 milliards FCFA ($\pm 33,4$ MEUR) en 2018, contre 17,45 milliards FCFA ($\pm 26,6$ MEUR) en 2017. Globalement, l'aide luxembourgeoise au Niger se concentre sur le développement rural, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'enseignement, la santé et l'eau et l'assainissement.

- **Niger : Visite du ministre d'Etat nigérien en Arabie Saoudite**

Le Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Bazoum Mohamed, a entamé, samedi 25 mai 2018 une visite de travail de 3 jours en Arabie Saoudite. A son arrivée à Djeddah, il a été accueilli à l'aéroport par le Vice-ministre saoudien de l'intérieur, Dr Nasser Abdul-Aziz Adawood. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre le Niger et le Royaume d'Arabie Saoudite, qui s'est caractérisé dernièrement par un don d'aliments et de biens par l'Arabie Saoudite au Niger d'une valeur de 1 MUSD.

- **L'Allemagne accorde un financement de 3,5 MEUR au Niger pour équiper le génie militaire d'Agadez**

L'Allemagne vient d'accorder au Niger, une aide financière de 3,5 MEUR pour équiper le 2^{ème} Bataillon génie d'Agadez en matériels de travaux publics. Ce financement entre dans le cadre d'une promesse faite par la Chancelière allemande, Angela Merkel en visite au Niger le 10 octobre 2017. Elle avait affirmé au cours de l'une de ses déclarations, que son pays débloquerait 27 MEUR pour aider le Niger sur le plan militaire et contribuer au développement du Nord du pays.

Objectif Afrique n°125 – 15 juin 2018

- **La place du Niger dans le rapport annuel de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde 2017**

Le rapport annuel de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde 2017, adopté par le Conseil européen le 28 mai 2018, donne un aperçu des activités de promotion, de protection des droits de l'homme et de la démocratie à travers le monde. Au Niger, la situation des droits de l'homme est toujours marquée par la fragilité extrême du pays, sa situation économique vulnérable et une situation critique en matière de sécurité régionale, en particulier dans la région de Diffa et à proximité du Nord Mali. Ce rapport reconnaît l'engagement politique des autorités, mais relève également un écart opérationnel en raison du manque de moyens humains et financiers. Le statut des femmes est également toujours déficitaire, ceci malgré un certain progrès réalisé, comme la création d'un Ministre consacré entièrement aux femmes et les enfants. L'adoption de la législation sur la solarisation des jeunes filles est également un pas en avant significatif.

- **Burkina Faso : Des accords pour matérialiser le lancement du CHU de Bassinko**

Le ministre burkinabè de l'Économie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori, et le consortium de banques Commerzbank (allemande) et ABN AMRO, (néerlandaise) ont procédé le 4 juin 2018 à la signature d'un accord de prêt de financement pour la réalisation du projet de construction du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Bassinko, quartier situé au nord de la capitale Ouagadougou. Le coût total dudit projet s'élève à 70,853 Mds de FCFA (108 MEUR). 35% de l'enveloppe provient d'un don de la famille royale des Émirats Arabes Unis et le reste du financement d'un prêt du consortium de banques Commerzbank/ABN AMRO. La réception de l'infrastructure est prévue pour fin 2019.

- **Burkina : Un premier PPP se concrétise dans les infrastructures routières**

Le Conseil des ministres du 8 juin a approuvé la proposition de partenariat public privé relative au projet de construction et de bitumage du boulevard périphérique de la ville de Ouagadougou (voie de contournement Nord et Sud) par la procédure d'entente directe lancée mi-2017. Le marché a été confié à l'Entreprise Bonkoungou et Frères (EBOMAF) pour la construction et le bitumage de 125 km de routes, et à l'entreprise Génie Civil Transport Aménagement Hydraulique (GTAH-Ingénieurs conseils) pour le suivi-conseil, pour un montant total de 181 milliards FCFA (276 MEUR), hors douane. La durée d'exécution du marché est de 36 mois.

- **Burkina Faso : Ouagadougou renforce son réseau de bus pour 200 MEUR**

Le Burkina Faso a signé le 12 juin un protocole d'accord avec les groupes Scania et RATP pour un projet de modernisation du réseau de bus de Ouagadougou. Ce projet prévoit, sur la période 2018-2020, le renforcement du réseau de bus de la capitale, à travers la fourniture de 550 véhicules et la création de 4 lignes structurantes pour 200 MEUR. Le groupe suédois Scania (filiale de Volkswagen) apportera le financement du projet grâce à un crédit-export de la Suède, et fournira 550 véhicules (460 bus et 90 autocars) en trois phases. Des bus alimentés au biodiesel produit à partir de jatropha. L'entreprise assurera également la formation des conducteurs et des mécaniciens de la Sotraco (Société de transport en commun de Ouagadougou). La RATP accompagnera techniquement la ville de Ouagadougou pour la conception du réseau de transport urbain. Le groupe fournira et opérera également le système de billetterie digital pour le réseau de transport en commun. La commune de Ouagadougou - qui a sélectionné les deux entreprises - reste en charge de la maîtrise d'ouvrage, de la conception au développement et à la mise en œuvre du projet. Si l'exploitation du réseau reste une prérogative de la Sotraco, une autorité organisatrice des transports urbains de Ougadougou sera prochainement créée.

- **Burkina Faso : Le MCC s'engage pour l'amélioration de l'accès à l'électricité**

Pour s'imprégner des réalités du terrain, une délégation du Millénium Challenge Corporation (MCC) a visité deux sites de la société nationale d'électricité (SONABEL), le 2 juin 2018. Le

2^{ème} Compact est en effet axé sur trois volets essentiels, à savoir : l'efficacité du secteur énergétique à travers des réformes et le renforcement des capacités du personnel, l'accroissement d'une production énergétique moins coûteuse, avec la réalisation d'une centrale solaire de 50 MW avec stockage, et enfin le renforcement du réseau électrique actuel. Un quatrième volet devrait ensuite être consacré à l'analyse de faisabilité des projets soumis. La mise en oeuvre du MCC s'étalera de 2020 à 2025 avec des programmes de l'ordre de 300 MUSD qui serviront à financer les deux premiers volets.

- **Burkina Faso : Des réserves d'or plus importantes que prévues pour lamgold**

La société détentrice de la mine d'or d'Essakane au Burkina Faso, lamgold Corporation, a annoncé, le 5 juin 2018, une augmentation de ses ressources indiquées de 0,2 million d'onces à 0,6 million d'onces et une augmentation de ses réserves probables de 1,3 million d'onces à 4,7 millions d'onces. La durée de vie de la mine a été prolongée de 3 ans par rapport à celle annoncée dans le rapport technique de 2016 et s'élève désormais à 8,5 années (2018 à 2026), une durée susceptible d'être prolongée davantage en fonction de l'étude de préfaisabilité et du forage d'indices satellites prometteurs à proximité du site d'Essakane. Le débit de l'usine passe à 12 millions de tonnes par an et la production annuelle moyenne augmente de 16% à 480.000 onces par rapport au plan énoncé précédemment.

- **Burkina Faso : Electrification rurale dans la boucle du Mouhoun**

Le Fonds de développement de l'électrification (FDE), agence burkinabè chargée de la mise en oeuvre du programme d'électrification rurale, et l'entreprise canadienne CowaterSogema ont procédé, le 5 juin 2018 à Ouagadougou, à la signature d'un accord de collaboration dans le cadre du projet "Energie et croissance économique durable dans la région de la Boucle du Mouhoun". Les partenaires techniques et financiers sont : Affaires mondiales Canada (AMC), le FDE, et Windiga Energie. Les trois composantes de ce projet, prévu pour durer 4 ans, sont : l'accès à l'énergie, l'appui à 10 groupements féminins, 90 entrepreneurs individuels et l'installation d'une mini-centrale solaire, le renforcement de la gouvernance et des capacités. Le FDE participera au financement à hauteur de 600 MFCFA au travers de la taxe de développement de l'électrification.

- **Burkina Faso : Une nouvelle directrice à la CAMEG**

Le Conseil des ministres du 31 mai 2018 a nommé à la direction générale de la Centrale d'achat des médicaments essentiels génériques et des consommables médicaux (CAMEG) un nouveau responsable, en la personne du Dr Anne Maryse Khaboré. La passation de service avec le directeur sortant, Charlemagne Gnoula, s'est déroulée le 4 juin.

- **Le Niger envoie une mission économique aux Pays-Bas**

Une délégation d'opérateurs économiques nigériens séjournera aux Pays-Bas, du 16 au 23 juin prochains, où elle prendra part à la 4^{ème} mission économique et commerciale dédiée à l'agroalimentaire et la chaîne des valeurs. Organisée par la Chambre de commerce et d'Industrie du Niger (CCIN), ce voyage d'affaires doit permettre aux membres de la délégation nigérienne de nouer des partenariats dans le secteur de l'agro-industrie. A noter que les opérateurs économiques d'autres pays voisins, comme le Burkina Faso et le Mali, seront également présents.

Objectif Afrique n°126 – 22 juin 2018

- **Niger : Première rectification de la loi de finances 2018**

Le Conseil des ministres du Niger a procédé le 13 juin à une première rectification de la loi de finances pour l'année budgétaire 2018. Selon le communiqué officiel du Gouvernement, cette décision est intervenue pour prendre en compte des ressources additionnelles attendues des partenaires techniques et financiers du Niger. Le budget général du Niger pour l'année 2018 passe de 1.900,86 Mds FCFA (2.897,7 MEUR) à un montant de 1.969,97 Mds FCFA (3.003 MEUR), soit une augmentation de 69,11 Mds FCFA (105,4 MEUR), correspondant à 3,64%

en valeur relative. Ce Budget, explique le Gouvernement, a été élaboré dans un contexte marqué par des chocs exogènes ayant engendré une hausse importante des dépenses publiques et une réduction substantielle des recettes intérieures.

- **Niger : Adoption de la Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle**

Le Gouvernement a procédé, le 13 juin, à l'adoption du Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP) qui couvre la période 2019-2021 et tient compte des aspirations du Programme de Renaissance acte II, de la situation de la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021 et du programme Economique et Financier (PEF) 2017-2020). Il tient également compte de l'environnement international et régional, ainsi que des contraintes sécuritaire, climatique et économique du pays. Un débat d'orientation budgétaire est prévu à l'Assemblée Nationale sur les orientations budgétaires retenues par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances 2019.

- **Burkina Faso : Conférence sur le système de rémunération des agents publics**

Pour tenter de faire face aux grèves à répétition qui paralysent l'administration des finances, une conférence nationale sur la rationalisation du système de rémunération des agents publics de l'État s'est tenue du 12 au 14 juin 2018 à Ouagadougou. 80% des travailleurs devraient désormais voir leur traitement évoluer et les primes (50 Mds FCFA en 2018) seraient désormais calculées en fonction des amendes et pénalités recouvrées. Des recommandations ont par ailleurs été faites en vue d'adopter un plan d'actions de la politique immobilière de l'État, et de la gestion du parc automobile. Cela étant, la coordination des syndicats du ministère des Finances a appelé l'ensemble des travailleurs à la grève du lundi 18 au vendredi 22 juin 2018, tandis que le gouvernement a autorisé le 18 juin le ministre des Finances à procéder au recrutement de personnels d'appoint (retraités et volontaires) pour assurer la continuité du service et qu'un groupe d'agents du ministère des Finances a annoncé la création prochaine d'un nouveau syndicat estimant que les syndicats actuels avaient échoué.

- **Burkina : Lancement d'une institution pour accompagner les entreprises vers le formel**

A l'occasion des cérémonies du 70^{ème} anniversaire de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) créée le 11 juin 1948, le président Mahamadi Savadogo a annoncé le lancement effectif de la Société d'accompagnement et de financement des entreprises (SAFINE SA), une institution destinée à offrir de manière durable des services financiers et des services d'accompagnement technique "permettant aux bénéficiaires de migrer progressivement du secteur informel vers le formel". SAFINE SA, créée le 28 novembre 2014, est dotée d'un capital de 2 Mds FCFA entièrement libérés, détenu par la CCI-BF, mais également la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), la Loterie nationale (LONAB), le Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES), les compagnies d'assurance SONAR VIE et SONAR IARD, et la Maison de l'Entreprise (MEBF).
valerie.traore@dgtrésor.gouv.fr

- **Burkina/Maroc : nouvel accord dans le domaine des énergies renouvelables**

A l'occasion du récent séjour au Maroc du ministre burkinabé de l'Énergie, le Burkina Faso et le Maroc ont signé une convention-cadre de coopération dans le domaine des énergies renouvelables, un accord qui vient renforcer le partenariat existant déjà entre les deux pays et qui porte sur le partage d'informations, d'expériences et d'expertise dans le domaine des énergies renouvelables. Ainsi, le Burkina Faso compte tirer profit de l'expérience marocaine dans le domaine des énergies renouvelables pour porter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à des niveaux appréciables.

- **Le Niger projette de quintupler sa production de pétrole d'ici 2021**

Le Gouvernement nigérien a adopté le 13 juin un avenant au contrat de partage de production relatif au bloc d'Agadem - exploité par la China National Petroleum Corporation (CNPC) - qui permettra au Niger d'augmenter sa production qui passerait de 20.000 b/j à environ 110.000 b/j d'ici 2021 et de bénéficier ainsi d'importants revenus financiers. Cet avenant permettra notamment : le

regroupement des gisements actuellement compris dans l'autorisation exclusive d'exploitation (AEE) raffinerie, l'AEE II et ceux objets de la demande de l'AEE III ; de stabiliser le cadre fiscal applicable aux opérations pétrolières et aux opérations de transport et finalement d'acter certains engagements financiers et fiscaux du contractant. Au final, ces mesures permettront d'accélérer les travaux de développement sur le Bloc Agadem destinés à l'export, ainsi que les travaux de construction d'un système de transport des hydrocarbures par canalisation.

- **Burkina Faso : 4 cabinets français retenus pour la "Ville nouvelle Yennenga"**

Le projet de la "Ville nouvelle Yennenga", promu par la société burkinabè CGE Immobilier et localisé à Koubri, à 40 kms au sud de Ouagadougou, avance à grands pas. A l'issue d'un concours international, cinq cabinets d'architectures et d'urbanistes internationaux - les français Architecture Studio (AS); Beckmann N'Thépé, Coldefy & Associés, Hardel & Le Bihan et l'agence burkinabé Arcade - ont été retenus. Pour donner mandat à ce groupement de commencer son travail, CGE Immobilier a procédé à la signature d'une convention pour l'aménagement et la construction de la ville le 12 juin 2018 à Ouagadougou. Il s'agit d'un contrat d'architectes et d'un contrat de maîtrise d'oeuvre des infrastructures techniques. Le financement de ce projet de plusieurs centaines de milliards de FCFA, qui devrait s'étaler sur 20 ans, serait déjà en grande partie mobilisé.

- **Niger : Remaniement technique du gouvernement**

Le 12 juin 2018, le président nigérien a procédé à un léger réaménagement du gouvernement. Ainsi, sur proposition du Premier ministre, sont nommés : Assoumana Mallam Issa, Ministre de la Renaissance culturelle, des arts et de la modernisation sociale (reconduit, mais qui perd sa fonction de Porte-parole) et Zakaria Abdourahamane, Ministre porte-parole du gouvernement.

- **Niger : Visite de travail du Président de la République à Rome**

Le Président nigérien a effectué une visite de travail et d'amitié en Italie du 18 au 20 juin 2018 pendant laquelle il a notamment rencontré le président du Conseil italien, le directeur exécutif du PAM, le directeur général de la FAO, la vice-présidente du FIDA, ainsi que la communauté nigérienne résidant en Italie. Le partenariat entre le Niger et l'Italie couvre notamment les domaines essentiels de la sécurité et du développement

Objectif Afrique n°127 – 29 juin 2018

- **Burkina Faso : Conférence internationale sur le bilan à mi-parcours du PNDES**

Les autorités burkinabè organisent, les 9 et 10 juillet à Ouagadougou, une Conférence internationale sur le bilan à mi-parcours de la mise en oeuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 sur le thème "Accélérer la transformation agrosylvo-pastorale". Il s'agit d'un évènement majeur dans le développement du Burkina Faso, qui sera présidé par le Premier ministre Paul Kaba Thiéba. Le Gouvernement a invité plus de 250 participants de haut niveau, incluant les partenaires au développement, les banques de développement et le secteur privé, pour analyser la mise en oeuvre du PNDES à mi-parcours et présenter également une liste actualisée de projets et initiatives prioritaires pour lesquels des financements et/ou partenariats sont recherchés. Pour en savoir plus : www.pndes2020.com.

- **Niger : Création d'une Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste**

Lors du Conseil des ministres du 22 juin, le gouvernement nigérien a adopté un projet de loi portant création d'une Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP), dans le but d'harmoniser ses politiques et son cadre réglementaire dans le secteur des TIC, en conformité avec les directives de l'UEMOA. L'ARCEP aura un pouvoir de sanction, renforcé par la possibilité de réduire la durée ou l'étendue de la licence et de l'autorisation. Un code éthique va également être instauré. Avec la création de l'ARCEP, le Niger va être doté de deux régulateurs dans le secteur des postes car il existe déjà, depuis 2012, l'Autorité de

régulation des télécommunications et de la poste (ARTP) qui veille à l'application des textes législatifs et réglementaires, au respect des conventions, des termes des licences, des autorisations, des déclarations des opérateurs exerçant dans les secteurs des télécommunications et de la poste.

- **Le Niger prévoit l'exonération des produits miniers destinés à l'exportation**

Les produits miniers destinés à l'exportation au Niger pourraient bientôt bénéficier d'une exonération à la base de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Un projet de loi dans ce sens a été adopté le 22 juin 2018 en Conseil des ministres. Ce projet de texte vient modifier l'ordonnance du 02 mars 1993, portant loi minière. Avec l'exonération de la TVA, dont le projet de loi sera transmis à l'Assemblée nationale pour être adopté, le législateur veut favoriser les exportations des produits miniers du Niger.

- **Burkina Faso : Une fondation locale veut créer 250.000 emplois en cinq ans**

Le 7 juin 2018, la Fondation RAVI (Rendre ma Localité Vivable et Agréable) a procédé au lancement officiel d'un ambitieux programme sur 5 ans dans le domaine de l'emploi des jeunes sous le patronage du président du Faso. Il s'agit de recruter 8.000 jeunes et femmes pour la création de 5.000 entreprises et 250.000 emplois durables sur la période considérée. Selon les dires du Président de la Fondation, Salam Ouédraogo, 200 personnes seraient déjà inscrites "regroupées par localité pour une formation d'une durée de trois à dix-huit mois selon le domaine", Les secteurs concernés sont l'agriculture, la pisciculture, l'élevage, la restauration, la menuiserie, la couture, l'énergie solaire et le conseil. Créée en 2015, RAVI a porté à ce jour douze entreprises en s'appuyant sur le financement participatif. (www.ravi.social).

- **Burkina : Les principaux clients pour l'or burkinaké**

Selon les données de la Direction générale des douanes (DGD), les 11 mines industrielles du Burkina auraient exporté 38,609 tonnes d'or et 170.102,40 tonnes de zinc (mine de Perkoa) en 2016. Le total des exportations a été évalué à 983,54 Mds FCFA (1,5 Md EUR). IAMGOLD Essakane est en tête des exportateurs avec 13,190 tonnes d'or pour un montant de 315,82 Mds FCFA (481 MEUR). Viennent ensuite la SEMAFO (7,470 tonnes), Bissa Gold, Belahourou, Burkina Mining, Riverstone Karma, Roxgold Sanu, Sav'or Foaga, KOMET et Petites opérations minières (POM). 86,1% de la production nationale seraient exportées vers la Suisse (notamment la raffinerie Metalor), le reste vers l'Inde (8,1%) et l'Afrique du Sud (5,7%). Le zinc serait exporté vers l'Espagne (35%), l'Allemagne (25%), le Canada (17%), la Belgique (17%), et l'Italie (7%).

- **Burkina : Actualités dans le secteur minier**

Selon une nouvelle étude réalisée par la firme australienne West African Resources, la mine d'or de Sanbrado aurait la capacité de produire annuellement 211.000 onces d'or sur les cinq premières années de sa durée de vie. Il faudra 185 MUSD à la compagnie pour amener le projet en phase de production, et 16 mois pour récupérer ce capital. La compagnie s'attend à recevoir un permis d'exploitation actualisé au 3^{ème} trimestre 2018. D'autre part, le Conseil des ministres du 20 juin 2018 a adopté un décret portant extension du périmètre géographique du permis d'exploitation industrielle de la mine d'or de Karma, géré par Riverstone Karma SA, une filiale d'Endeavour Mining. L'extension devrait augmenter la durée de vie de la mine de 4 ans, permettant de générer un bénéfice actualisé de 38,3 Mds FCFA (58, 4 MEUR) au profit de l'État.

- **Niger : Le gouvernement octroie deux permis de recherche d'or et substances connexes à la société Gold Mayonant Production**

Lors du Conseil des ministres du 22 juin, le gouvernement nigérien a décidé d'accorder deux permis de recherches minières à la société Gold Mayonant Production SARL, dont le siège social est établi à Niamey. Ces conventions minières avec la République du Niger, quand elles seront signées, donneront la possibilité à cette entreprise de rechercher, pendant trois ans, de l'or et les substances connexes sur les périmètres des permis Darboundey et Dar es Salam, dans la région de Tillabéri, à 100 km au nord-ouest de Niamey.